



FIDA

FONDS INTERNATIONAL DE DÉVELOPPEMENT AGRICOLE

Conseil d'administration – Soixante-dix-septième session

Rome, 10-11 décembre 2002

RAPPORT ET RECOMMANDATION DU PRÉSIDENT

AU CONSEIL D'ADMINISTRATION CONCERNANT UNE PROPOSITION DE PRÊT À

LA RÉPUBLIQUE POPULAIRE DE CHINE

POUR LE

**PROGRAMME DE PROTECTION DE L'ENVIRONNEMENT ET DE RÉDUCTION DE
LA PAUVRETÉ DANS LE NINGXIA ET LE SHANXI**

TABLE DES MATIÈRES

TAUX DE CHANGE	iii
POIDS ET MESURES	iii
SIGLES ET ACRONYMES	iii
CARTE DE LA ZONE DU PROGRAMME	iv
RÉSUMÉ DU PRÊT	v
NOTE DE PRÉSENTATION	vi
PREMIÈRE PARTIE - L'ÉCONOMIE, LE CONTEXTE SECTORIEL ET LES ACTIVITÉS DU FIDA	1
A. L'économie et le secteur agricole	1
B. Enseignements tirés de l'expérience passée du FIDA	2
C. Stratégie de collaboration du FIDA avec la Chine	3
DEUXIÈME PARTIE – LE PROGRAMME	4
A. Zone du programme et groupe cible	4
B. Objectifs et portée	5
C. Composantes	6
D. Coûts et financement	7
E. Passation des marchés, décaissements, comptabilité et vérification des comptes	10
F. Organisation et gestion	10
G. Justification économique	12
H. Risques	13
I. Impact sur l'environnement	13
J. Aspects novateurs	14
TROISIÈME PARTIE - INSTRUMENTS JURIDIQUES ET AUTORITÉ	14
QUATRIÈME PARTIE - RECOMMANDATION	15
ANNEXE	
RÉSUMÉ DES GARANTIES SUPPLÉMENTAIRES IMPORTANTES INCLUSES DANS L'ACCORD DE PRÊT NÉGOCIÉ POUR LE PROGRAMME	17



APPENDICES

I. COUNTRY DATA (DONNÉES SUR LE PAYS)	1
II. PREVIOUS IFAD FINANCING TO CHINA (PRÊTS ANTÉRIEURS DU FIDA À LA CHINE)	2
III. COMPONENTS AND IMPLEMENTATION ARRANGEMENTS (COMPOSANTES ET DISPOSITIONS RELATIVES À L'EXÉCUTION)	3
IV. LOGICAL FRAMEWORK (CADRE LOGIQUE)	8
V. COSTS AND FINANCING (COÛTS ET FINANCEMENT)	11
VI. ORGANIZATION AND MANAGEMENT (ORGANISATION ET GESTION)	13
VII. FINANCIAL AND ECONOMIC ANALYSIS (ANALYSE FINANCIÈRE ET ÉCONOMIQUE)	15



TAUX DE CHANGE

Unité monétaire	=	Yuan renminbi (CNY)
1,00 USD	=	8,26 CNY
1,00 CNY	=	0,12 USD

POIDS ET MESURES

Système métrique

SIGLES ET ACRONYMES

BPC	Banque populaire de Chine
GPP	Groupes de pilotage des projets/programmes
BGP	Bureaux de gestion des projets/programmes
DRP	Diagnostic rural participatif
CCR	Coopérative de crédit rural
UCCR	Union des coopératives de crédit rural
ACV	Analyse et carte de vulnérabilité
PDV	Plan de développement villageois
GVE	Groupe villageois d'exécution
PAM	Programme alimentaire mondial

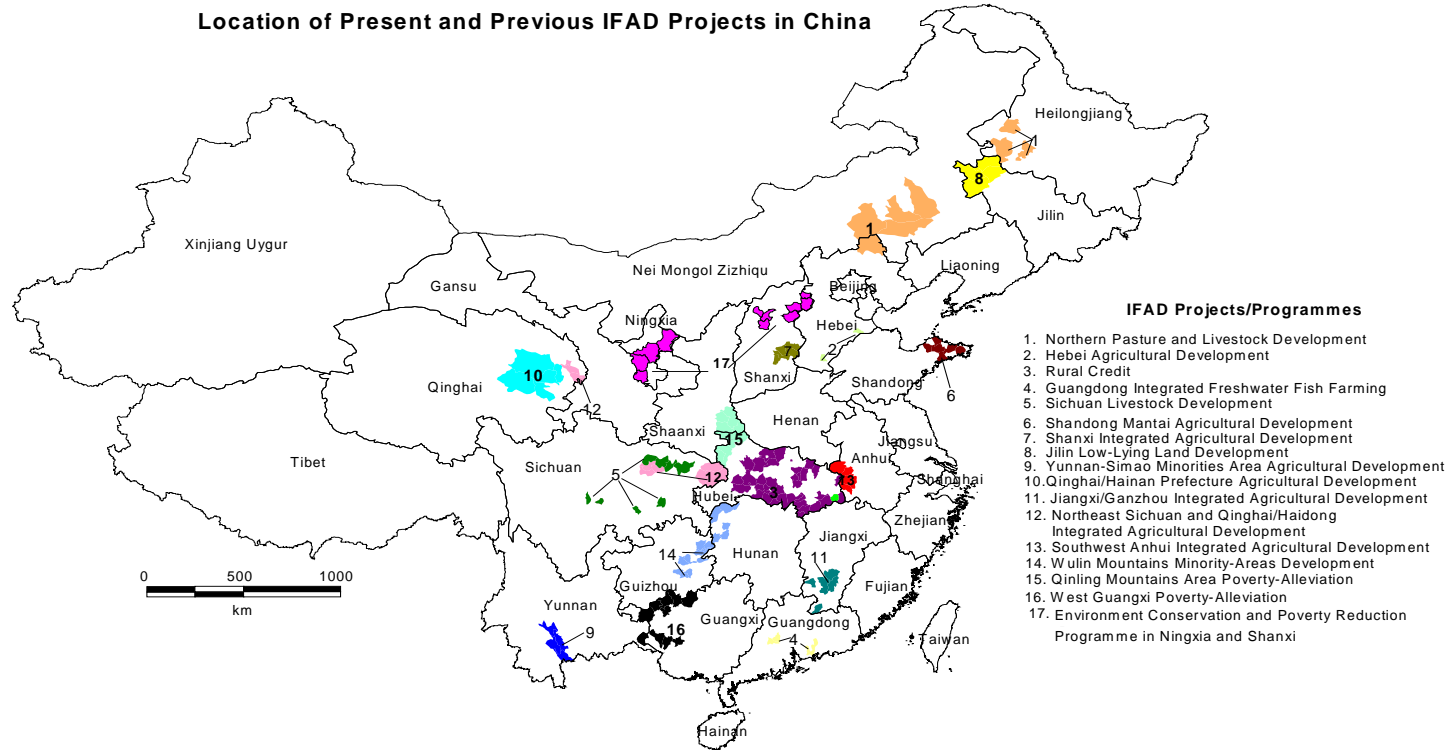
GOUVERNEMENT DE LA RÉPUBLIQUE POPULAIRE DE CHINE

Année budgétaire

1^{er} janvier - 31 décembre

CARTE DE LA ZONE DU PROGRAMME

Location of Present and Previous IFAD Projects in China



WFP/IFAD China VAM Unit, March 2002



Source: Rapport d'évaluation du FIDA
 Les appellations figurant sur cette carte et sa représentation graphique ne constituent en aucun cas une prise de position du FIDA quant au tracé des frontières ou limites, ou aux autorités de tutelle des territoires considérés.

RÉPUBLIQUE POPULAIRE DE CHINE

PROGRAMME DE PROTECTION DE L'ENVIRONNEMENT ET DE RÉDUCTION DE LA PAUVRETÉ DANS LE NINGXIA ET LE SHANXI

RÉSUMÉ DU PRÊT

INSTITUTION INITIATRICE:	FIDA et Programme alimentaire mondial (PAM)
EMPRUNTEUR:	République populaire de Chine
ORGANISME D'EXÉCUTION:	Ministères de l'agriculture et des finances
COÛT TOTAL DU PROGRAMME:	90,30 millions de USD
MONTANT DU PRÊT DU FIDA:	21,95 millions de DTS (équivalant approximativement à 28,97 millions de USD)
CONDITIONS DU PRÊT DU FIDA:	40 ans, y compris un différé d'amortissement de 10 ans, avec une commission de service de trois quarts de point (0,75%) l'an
COFINANCEUR:	PAM
MONTANT DU COFINANCEMENT:	7,28 millions de USD
CONDITIONS DU COFINANCEMENT:	Don
CONTRIBUTION DE L'EMPRUNTEUR:	46,94 millions de USD
CONTRIBUTION DES BÉNÉFICIAIRES:	7,12 millions de USD
INSTITUTION CHARGÉE DE L'ÉVALUATION PROSPECTIVE:	FIDA et PAM
INSTITUTION COOPÉRANTE:	Bureau des Nations Unies pour les services d'appui aux programmes (UNOPS)

NOTE DE PRÉSENTATION

Qui sont les bénéficiaires? Le groupe cible est formé de 300 000 ménages vivant dans les 126 communes les plus démunies des 12 cantons les plus pauvres de la Région autonome de Ningxia Hui et de la province de Shanxi, situées en Chine occidentale. Au Ningxia, les Hui sont nettement majoritaires en de nombreux endroits, tandis que le Shanxi est occupé presque exclusivement par les Han. Au moins 90% des ménages sont pauvres et près de 10% sont considérés comme très pauvres. Bon nombre de ces derniers sont incapables, physiquement, d'accomplir le moindre travail. Le groupe cible est constitué principalement par les femmes, puisque ce sont elles qui assurent l'essentiel de la production agricole et des tâches ménagères. Elles ont moins accès que la moyenne des habitants à l'éducation et à la formation et par conséquent aux activités génératrices de revenus. Le revenu moyen par habitant est de 82 USD. Il provient d'une parcelle cultivable de 0,26 ha (4 mu) en moyenne et d'un faible revenu extra-agricole. Les filles sont nombreuses à devoir quitter prématurément l'école primaire faute de ressources.

Pourquoi sont-ils pauvres? La plupart des villages sont situés dans des régions des hautes terres isolées, d'un accès difficile par la route et aux équipements de santé et d'éducation vétustes et de piètre qualité, où la terre arable produit peu et où les services de vulgarisation sont insuffisants. La vie y est rude, l'eau potable fait défaut en de nombreux endroits et le coût de l'éducation empêche nombre d'enfants d'aller à l'école. Presque toutes les cultures sont pluviales et pratiquées la plupart du temps sur des terres en pente. Les pluies sont irrégulières et les sécheresses comme les inondations sont fréquentes. Les agriculteurs ne peuvent bénéficier des technologies améliorées, par manque de fonds et de formation. La plupart des ménages connaissent donc un déficit alimentaire pendant deux à quatre mois par an. Les agriculteurs ont adopté des systèmes de culture qui tirent le meilleur parti des conditions locales et réduisent le plus possible les risques. Certaines terres en pente peuvent être améliorées à l'aide de travaux simples mais qui nécessitent cependant un important investissement de ressources et de main-d'œuvre familiale. Sur d'autres terres en pente, il faudrait remplacer les cultures annuelles par un couvert végétal permanent constitué d'herbages ou de plantations d'arbres ou d'arbustes d'intérêt économique. Cela ne deviendra pourtant possible que si l'on améliore la productivité des meilleures terres, en particulier par l'irrigation. L'exode rural existe mais est sans effet sur la main-d'œuvre disponible dans la plupart des régions.

Que leur apportera le programme? Les besoins considérés comme prioritaires par les ménages lors du diagnostic rural participatif (DRP) sont les suivants: a) une quantité accrue de vivres pour assurer la soudure durant la saison de pénurie et l'accès immédiat à l'eau potable; b) des revenus accrus, et c) de meilleurs équipements de santé et d'éducation. Les missions sur le terrain ont aussi révélé une forte attente concernant l'amélioration des services de santé, d'éducation et de vulgarisation. En général, les ménages consultés ont demandé une assistance pour investir dans des activités productives qui leur permettraient d'accroître leurs revenus et d'améliorer leur sécurité alimentaire. Ils ont conscience des possibilités offertes par les cultures de rapport pérennes, mais n'ont pas les ressources ni parfois le savoir-faire nécessaires, pour en tirer parti.

Comment participeront-ils au programme? Des ateliers de DRP ont été organisés dans les cantons pour former les responsables de la gestion à l'emploi des méthodes de planification et d'exécution participatives. L'exécution fait appel à des plans de développement villageois (PDV) entièrement participatifs et à la réalisation d'activités du programme, qui aboutiront à l'élection de groupes villageois d'exécution (GVE) et à l'établissement de PDV globaux et annuels. Avant que le programme ne prenne effet, on organisera, à titre expérimental, des exercices de planification du développement dans les villages et les communes afin de s'assurer que les méthodes sont appropriées et rentables. Un vaste programme d'alphabétisation fonctionnelle et de formation, destiné principalement aux femmes, renforcera les capacités de participation à la formation technique et aux



activités productives qui s'y rattachent. Le groupe cible fournira la main-d'œuvre pour réaliser les travaux communautaires de génie civil, évaluer les services fournis par le programme et établir les rapports semestriels. Les agriculteurs pauvres conduiront des démonstrations dans leurs champs, avec l'aide des services techniques qui auront été renforcés et réformés à cette fin. Les GVE superviseront les PDV, évalueront leurs réalisations et organiseront des groupes chargés de l'entretien et des groupes d'utilisateurs, spécialement pour l'irrigation collective et l'approvisionnement en eau à usage domestique.

RAPPORT ET RECOMMANDATION DU PRÉSIDENT DU FIDA
AU CONSEIL D'ADMINISTRATION CONCERNANT UNE PROPOSITION DE PRÊT À
LA RÉPUBLIQUE POPULAIRE DE CHINE
POUR LE
PROGRAMME DE PROTECTION DE L'ENVIRONNEMENT ET DE RÉDUCTION DE LA
PAUVRETÉ DANS LE NINGXIA ET LE SHANXI

J'ai l'honneur de présenter le Rapport et recommandation ci-après concernant une proposition de prêt à la République populaire de Chine d'un montant de 21,95 millions de DTS (équivalant approximativement à 28,97 millions de USD) à des conditions particulièrement favorables, en vue de contribuer au financement du programme de protection de l'environnement et de réduction de la pauvreté dans le Ningxia et le Shanxi. Le prêt aura une durée de 40 ans, y compris un différé d'amortissement de dix ans et sera assorti d'une commission de service de trois quarts de point (0,75%) l'an. Il sera administré par le Bureau des Nations Unies pour les services d'appui aux programmes (UNOPS) en tant qu'institution coopérante du FIDA.

PREMIÈRE PARTIE - L'ÉCONOMIE, LE CONTEXTE SECTORIEL ET LES
ACTIVITÉS DU FIDA¹

A. L'économie et le secteur agricole

1. La République populaire de Chine s'étend sur un territoire de 9,3 millions de kilomètres carrés (km²). C'est le pays le plus peuplé du monde, avec une population estimée à 1,3 milliard d'habitants, croissant au rythme de 14 à 17 millions par an. Elle continue d'afficher l'un des taux de croissance économique les plus rapides du monde. On estime que le produit intérieur brut (PIB) y a progressé de 7 à 8% en valeur réelle en 1999-2000 et que la consommation privée par habitant a augmenté au taux annuel de 7%. En 2000, l'industrie "secondaire" demeurait le secteur de production le plus important, comptant pour la moitié du PIB, fournissant 80% des exportations et employant 125 millions de personnes. Les services représentaient 34% du PIB, alors que la part de l'agriculture continuait de reculer, s'établissant à 16% environ. Les indices des prix à la consommation et des prix de détail pour 1999 et 2000 ont diminué de 1,3% et 2,9%, respectivement. Depuis, l'inflation a repris quelque peu, mais on prévoit une croissance soutenue et sans inflation. Dans le passé, la croissance rapide du pays a permis de réduire rapidement la pauvreté, même dans les campagnes. D'abord limités aux régions côtières, des progrès considérables sont aujourd'hui aussi observés dans l'ouest de la Chine. Les programmes nationaux d'investissement dans les infrastructures et la lutte contre la pauvreté sont axés sur ces régions. La Chine est devenue membre de l'Organisation mondiale du commerce (OMC) en 2001 et cette adhésion devrait renforcer encore le potentiel de croissance sous-jacent de l'économie chinoise.

2. Au cours du neuvième plan quinquennal (1996-2000), le PIB agricole a progressé de 4,3% l'an, soit à un taux sensiblement supérieur à celui de l'accroissement démographique. La croissance a été plus modeste ces dernières années, se situant entre 2 et 3% l'an. Le secteur agricole qui est une source importante de revenus pour des millions de ménages ruraux continue de jouer un rôle prédominant dans

¹ Voir l'appendice I pour de plus amples informations.



l'emploi. En 1996, la production céréalière a atteint un niveau record de 505 millions de tonnes (t). En 2000, elle s'est établie à 462 millions t, et un nouveau recul a été enregistré en 2001. Les déficits éventuels ont été comblés par les stocks constitués précédemment. Les cultures annuelles occupent la première place (55%), suivies de l'élevage (30%) et de la pêche (10%). Le riz est la première culture céréalière, mais sa part relative a diminué au profit d'autres céréales, blé et maïs notamment. La production animale a augmenté rapidement, pour répondre à la demande des villes qui prospèrent. Le sous-secteur forestier occupe une place relativement modeste dans l'économie nationale. Les politiques publiques tendent à encourager l'investissement hors des grandes régions industrielles, suscitant ainsi un flux croissant d'envois de fonds privés de la part des travailleurs migrants. Même dans les campagnes les plus reculées, l'activité économique se développe et offre des possibilités de revenus dans les secteurs non agricoles.

B. Enseignements tirés de l'expérience passée du FIDA

3. Depuis 1980, le Fonds a accordé 16 prêts à la Chine, pour un montant total d'environ 402 millions de USD. Les résultats sont encourageants: les objectifs sont habituellement atteints avant la date prévue, tandis que les ménages pauvres ont effectivement accès aux investissements et aides du projet. Les opérations conjointes FIDA/Programme alimentaire mondial (PAM) ont débuté en 1996 et ont suscité de fortes synergies entre les interventions à but alimentaire du PAM et les investissements orientés vers la production financés par les ressources du FIDA. Les agriculteurs peuvent ainsi recourir au crédit pour se lancer dans des activités génératrices de revenus et se constituer un capital pour développer leur exploitation, avec de meilleures perspectives de durabilité.

4. Un certain nombre d'enseignements concernant la gestion et l'organisation des projets méritent d'être soulignés: a) les diagnostics ruraux participatifs (DRP) confirment qu'une démarche multisectorielle est nécessaire pour faire reculer la pauvreté; b) les rapports d'activité montrent que cette démarche donne de bons résultats en Chine et que la coordination entre les différents organismes sectoriels est assurée avec l'assistance des bureaux de gestion des projets/programmes (BGP) et des groupes de pilotage des projets/programmes (GPP) à l'échelon de la province, de la préfecture, du canton et de la commune; c) les PDV participatifs sont le principal instrument d'une bonne prise en charge par le groupe cible; d) l'analyse et la carte de vulnérabilité (ACV) ont permis une approche pour le choix de la zone du projet; e) les systèmes de suivi recueillent un grand nombre de données statistiques, dont l'analyse est lourde, et ils sont actuellement révisés en fonction du suivi participatif assuré par les bénéficiaires, et f) les BGP ont été utiles dans l'exécution du projet, mais la restructuration des services des collectivités locales et la nécessité d'appliquer des approches plus durables exigent maintenant des structures plus légères qui se borneront à coordonner et à faciliter les travaux des organismes techniques.

5. Pour améliorer encore le ciblage, la participation des bénéficiaires et la prise en compte des spécificités hommes-femmes, il convient de prendre les mesures suivantes: a) les formules de crédit devraient être souples pour répondre aux besoins des agriculteurs les plus pauvres, et spécialement des femmes; b) l'alphabétisation fonctionnelle et la formation spécialisée devraient être adaptées aux intérêts et aux possibilités des femmes; c) la présence de la Fédération des femmes dans les GVE et les BGP a assuré le ciblage sur l'inégalité entre les sexes, de sorte qu'il faudrait renforcer la collaboration avec cette Fédération; d) il faut organiser les bénéficiaires en groupes d'utilisateurs sous la direction des comités villageois et avec leur soutien pour entretenir correctement les réseaux d'irrigation, mais l'entretien des terrasses et autres ouvrages des terres arides devrait être entièrement pris en charge par les bénéficiaires, e) les projets devraient expressément désigner les femmes comme principaux bénéficiaires et décideurs et fixer des objectifs spécifiques en conséquence, et f) pour renforcer l'impact sur la promotion des femmes, il faudrait prévoir plus d'activités qui les concernent expressément, par exemple meilleur accès à la santé et à l'éducation, alphabétisation et sensibilisation.

C. Stratégie de collaboration du FIDA avec la Chine

6. **Politique nationale de lutte contre la pauvreté.** La Chine définit la pauvreté absolue par quatre critères: a) un revenu d'environ 0,66 USD par jour aux prix de 1999; b) un déficit alimentaire durant au moins trois mois chaque année; c) l'absence d'eau potable à moins de 2 km du foyer ou de 100 mètres (m) de profondeur, et d) le manque d'eau d'irrigation pendant au moins six mois par an. Grâce à la croissance générale de l'économie et à la ferme volonté du gouvernement de relever le niveau de vie de l'ensemble de la population, le nombre d'habitants vivant dans la pauvreté absolue a diminué d'environ 240 millions depuis la fin des années 70. En 2001, le gouvernement estimait sur la base d'un seuil de pauvreté de 1 USD par jour que 30 millions de personnes vivaient encore dans la pauvreté absolue, contre plus de 100 millions auparavant. La pauvreté se concentre de plus en plus dans les régions montagneuses et les plateaux de loess très peuplés et pauvres en ressources du centre, du nord-ouest et du sud-sud-ouest, où le potentiel de production agricole est le plus faible. Ces régions sont habitées en général par des minorités qui tendent donc à être plus touchées que les autres habitants par les problèmes de pauvreté résiduelle. Les réformes économiques récentes du secteur public et les licenciements qu'elles ont entraînés risquent de faire retomber dans la pauvreté bon nombre de travailleurs et membres de leur famille. Le gouvernement doit donc rechercher la durabilité et renforcer son soutien pendant une plus longue période.

7. **Les activités de lutte contre la pauvreté des principaux autres donateurs.** Le nouveau programme de réduction de la pauvreté pour la Chine rurale orienté vers le développement sera centré pendant les dix prochaines années sur les 30 millions d'habitants qui vivent toujours dans la pauvreté absolue et sur 60 millions d'autres qui ont atteint un niveau de subsistance de base mais risquent encore de retomber dans la pauvreté absolue. Le Groupe de pilotage de la lutte contre la pauvreté, placé sous l'égide du Conseil d'État, a formulé la nouvelle stratégie en octobre 2001 à l'issue d'une conférence internationale organisée en mai 2000 avec l'aide des principaux donateurs. De bonnes pratiques en matière de participation et de durabilité, alliées à un meilleur ciblage, seront adoptées jusqu'au niveau du village. La pauvreté rurale sera évaluée d'après les niveaux de vie globaux des ménages et leur accès aux services de base, dont l'électricité, l'eau potable, les transports, la santé et l'éducation. Chaque province devra recenser les villages et communes pauvres, introduire la planification participative au niveau du village avec l'aide, dans chaque village, d'un agent chargé de faire reculer la pauvreté. Les prêts et le microfinancement seront les principales sources de fonds, tandis que le gouvernement central apportera environ 3 milliards de USD par an. Certains fonds publics seront peut-être distribués par l'intermédiaire des organisations non gouvernementales (ONG) chinoises qui commencent à se créer. La nouvelle stratégie sera appuyée par les principaux donateurs, notamment la Banque mondiale, la Banque asiatique de développement, le Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD), le FIDA et le PAM. En outre, le PNUD a coordonné le processus de l'évaluation conjointe de pays et le plan-cadre des Nations Unies pour l'aide au développement, qui a été mis au point avec la participation du FIDA.

8. **La stratégie du FIDA en Chine.** La stratégie de base associe le ciblage géographique des zones de pauvreté à un programme d'activités multisectoriel qui fournira les éléments du cadre stratégique et de la stratégie régionale. Les activités consisteront a) à ouvrir un meilleur accès aux ressources naturelles grâce à l'infrastructure qui permettra d'étendre l'agriculture sur les terres arables, à améliorer la productivité, à lancer des activités génératrices de revenus dans l'élevage et les cultures pérennes, et à encourager les activités génératrices de revenus en dehors de l'exploitation; b) ménager un meilleur accès à la technologie par le soutien technique et la formation pour améliorer la capacité productive et la solvabilité des bénéficiaires; c) à améliorer l'accès aux marchés financiers par la promotion du crédit en faveur d'activités productives viables, et d) à renforcer le capital humain par un meilleur accès aux équipements de santé et d'éducation afin d'accroître la productivité du travail et la capacité d'apprentissage. Quatre méthodes serviront de base pour renforcer l'impact sur le terrain, le rôle catalytique des projets et la durabilité: a) l'utilisation conjuguée de l'aide alimentaire du PAM, des prêts du FIDA et des fonds de contrepartie du gouvernement pour permettre le développement



rural intégré dans les régions montagneuses reculées et marginales; b) le ciblage des communes les plus pauvres à l'aide de l'ACV; c) la participation des bénéficiaires à la planification, au suivi et à l'exécution par les GVE et les PDV, et d) l'appui aux institutions de financement rural attentives à la pauvreté et à la problématique hommes-femmes, renforçant le réseau existant de coopératives de crédit rural (CCR).

9. **Raison d'être du programme.** Des ressources naturelles limitées et qui se dégradent, une faible productivité du travail et de la terre et un accès insuffisant aux services sociaux, telles sont les causes fondamentales des niveaux élevés de pauvreté. Ces facteurs sont accentués par l'isolement de nombreux villages, qui explique la médiocrité des services publics (santé et éducation surtout) et le manque d'infrastructures. Les principales institutions chargées du soutien technique ne sont pas suffisamment conscientes de la pauvreté et des inégalités entre les sexes, au détriment des femmes. Pour surmonter ces obstacles, le programme réalisera des activités multisectorielles destinées à améliorer le fonctionnement des services de soutien et à valoriser le potentiel de production agricole et les activités génératrices de revenus pour le groupe cible. Le programme vise à conjuguer trois facteurs essentiels du développement durable: les bénéficiaires, la technologie et les institutions. Pour conjuguer développement humain et développement économique, le programme: a) investira dans les infrastructures rurales de production (irrigation, aménagement de terrasses, parcours et plantation d'arbres à but écologique) afin de créer le soubassement de la production économique, ainsi que dans l'infrastructure socioéconomique (eau potable, équipements de santé et d'éducation) pour améliorer la capacité productive et les conditions de vie; b) facilitera l'accès aux services financiers, spécialement au crédit, permettant ainsi aux agriculteurs pauvres d'acquérir les biens d'équipement nécessaires au lancement d'activités productives, et c) renforcera les organisations locales d'autonomisation, et aidera les agriculteurs (en particulier les femmes) à entrer dans l'économie de marché et à utiliser le crédit avec efficacité.

DEUXIÈME PARTIE - LE PROGRAMME

A. Zone du programme et groupe cible

10. **La zone du programme** englobe 1 738 villages administratifs situés dans 126 communes de 12 cantons. Elle compte 1,34 million de ruraux formant 310 000 ménages. La zone du programme de Ningxia englobe 482 villages administratifs situés dans 58 communes de cinq cantons et compte 800 000 ruraux regroupés dans 16 000 ménages. La zone du programme de Shanxi comprend 1 256 villages administratifs situés dans 68 communes de sept cantons et compte 540 000 habitants dans 150 000 ménages. Tous les cantons du programme ont été classés zone de pauvreté aux niveaux national, provincial ou régional. Dans la zone de Ningxia vit une importante minorité de Hui (musulmans). La superficie moyenne des parcelles cultivées dans la zone du programme est d'environ 0,26 ha (4 mu) par personne, avec de légères différences entre le Ningxia et le Shanxi, mais de fortes variations entre cantons. Ce n'est que dans les quelques petits bassins et vallées que l'on trouve de vastes superficies de terre cultivée d'un seul tenant. Les autres terres se trouvent sur les pentes des collines et des montagnes. Une bonne partie des terres cultivées sur les pentes ne se prêtent que marginalement à la culture céréalière et sont officiellement considérées comme des prairies ou des forêts. Les véritables forêts ne se trouvent pourtant que dans un nombre limité de zones de reboisement appuyé par le gouvernement. Les pâturages sont également sous-représentés. Les herbages et les systèmes traditionnels d'élevage assurent cependant une part importante de la production agricole de la zone du programme. En raison de la dégradation des zones traditionnelles de pâturage, l'alimentation du bétail repose de plus en plus sur le recyclage des résidus des cultures et sur les cultures fourragères.

11. **Le système d'exploitation** dépend des disponibilités en eau. La zone se caractérise par des faibles précipitations au régime irrégulier, qui se produisent généralement à la fin de la saison de culture. L'irrigation, particulièrement nécessaire au début de la période de croissance des plantes,



n'est possible qu'avec l'eau qui a pu être stockée lors de la saison des pluies de l'été précédent. Les principales cultures sont les céréales d'été, le maïs et le blé occupant les plus grandes superficies. Les cultures fourragères sont parfois pratiquées comme deuxième culture à la fin de l'été et en automne lorsque l'humidité résiduelle du sol le permet. Dans l'ensemble, le taux d'exploitation est voisin de l'unité. L'emploi réduit des engrais, la pauvreté intrinsèque des sols et le manque d'eau aux périodes cruciales du cycle cultural aboutissent à de faibles rendements dans l'ensemble. La plupart des ménages pratiquent l'élevage. Deux systèmes complémentaires sont pratiqués: certains animaux, en particulier les porcs et les bovins sont parqués sur l'exploitation; d'autres, essentiellement les chèvres et agneaux, vont paître sur les vastes parcours communaux et reçoivent un complément de nourriture en hiver. Dans les régions non musulmanes, les porcs sont engraisés pour la vente. Il existe une forte complémentarité entre culture et élevage, puisque le bétail recycle les déchets agricoles et les sous-produits en les transformant en fumier.

12. **Le groupe cible** avait un revenu moyen par habitant estimé à 82 USD en 2000. La quantité annuelle de céréales disponible provenant de l'exploitation était d'environ 320 kilogrammes (kg), chiffre très inférieur à la moyenne nationale de 400 kg. Les maigres ressources monétaires du ménage sont encore amenuisées par l'insuffisance de la production vivrière. L'essentiel des revenus en espèces provient de l'élevage, avec une faible contribution des cultures de rapport. Les emplois extra-agricoles apportent aussi quelques revenus en espèces, spécialement dans les régions minières de Shanxi. L'émigration, essentiellement des hommes, est une pratique courante, d'où la féminisation de l'activité agricole. Comme de nombreux villages de la zone du programme sont d'un accès difficile, les services sociaux y sont insuffisants. Les agriculteurs se classent d'eux-mêmes en quatre catégories: aisés, pauvres, très pauvres et extrêmement pauvres. Les activités du programme s'adresseront principalement aux trois dernières catégories, soit à 30 000 ménages environ au total. La priorité sera donnée aux ménages des zones les plus reculées, défavorisés par rapport à ceux qui ont un meilleur accès aux équipements. Les ménages de la catégorie la plus pauvre, qui ont habituellement à charge des malades ou des invalides, auront des difficultés à participer aux activités productives. Le programme leur apportera un soutien et des conseils supplémentaires pour leur permettre, autant que possible, de prendre part aux activités sociales, spécialement celles qui concernent la santé et l'éducation.

B. Objectifs et portée

13. Le programme a pour objectif général de réduire durablement et équitablement la pauvreté de 300 000 ménages ruraux vulnérables vivant dans un environnement aux ressources naturelles limitées et en voie de dégradation. Il a pour objectif d'accroître durablement la capacité de production, tant dans l'exploitation qu'en dehors de celles-ci, et d'élargir l'accès des ménages aux ressources économiques et sociales, notamment les services financiers, l'éducation, la santé et les réseaux sociaux.

14. Les produits spécifiques du programme seront: a) l'apport de services de vulgarisation plus attentifs aux besoins des agriculteurs, à l'équité entre les sexes et à la pauvreté, dans lesquels les démonstrations seront faites par les agriculteurs pauvres; b) l'amélioration de la terre et de son utilisation par des investissements accrus dans l'irrigation sur 208 000 mu et l'amélioration de l'aridoculture sur environ 480 000 mu; c) une meilleure gestion de l'environnement et de lutte contre la désertification sur environ 300 000 mu; d) les services financiers des CCR accordant des prêts pour des investissements et des prêts de campagne, et devenus plus réceptifs aux questions de pauvreté et à l'équité entre les sexes, avec une augmentation sensible des prêts aux femmes et hommes pauvres; e) des équipements améliorés pour les services sociaux dans l'éducation et la santé, notamment 547 écoles de village et un vaste programme d'alphabétisation pour 31 000 stagiaires; f) des programmes de soutien aux femmes, en particulier la formation à certaines compétences, réalisés pour 45 000 stagiaires environ; g) un programme de construction, de restauration et d'entretien des infrastructures rurales réalisé, et h) des PDV participatifs et soucieux d'équité entre les sexes établis et en cours de réalisation.

C. Composantes

15. Les composantes du programme viseront à accroître la production agricole, notamment celle des cultures vivrières de base et des animaux à forte valeur marchande, et à améliorer notablement l'accès aux services sociaux. La valorisation du capital humain et les services financiers sont les principaux moyens de stimuler la production en exploitation et hors exploitation et les revenus qui en sont tirés. Pour qu'on puisse exploiter tous les avantages du crédit, il faut augmenter la productivité intrinsèque des terres agricoles par l'irrigation et l'amélioration de l'aridoculture, et renforcer les services de vulgarisation essentiels. Quant à la durabilité, elle passe par des mesures correctives spéciales visant à restaurer les ressources naturelles dégradées et à enrayer la dégradation, en particulier la désertification. En améliorant sensiblement l'approvisionnement en eau à usage domestique, on permettra aux communautés isolées de participer pleinement au développement économique et social. Le développement humain implique un meilleur accès aux services sociaux, spécialement pour les femmes. Il faut améliorer les équipements et moyens des services de santé et d'éducation et mieux adapter les systèmes aux besoins des ménages les plus pauvres. Il est tout aussi important de rendre le groupe cible plus réceptif au progrès. Le programme comprendra donc un élément important de formation et de sensibilisation qui répondra en priorité aux besoins des femmes adultes et des enfants.

16. **Amélioration des terres:** Cette composante a pour but d'augmenter la proportion de terres plus productives par a) la mise en irrigation d'environ 14 000 ha de terres en plaine, b) le revêtement de 250 km de canaux pour économiser l'eau, c) la construction de 4 000 citernes individuelles de 50 m³ chacune, et d) la construction d'autres ouvrages de stockage de l'eau. Environ 5 000 ha de terres arides, spécialement sur les pentes, seront bonifiées par le nivellement du sol et l'aménagement de terrasses. La fertilité et la productivité des sols seront améliorées par l'emploi accru de fumier organique obtenu grâce à la production plus élevée de résidus des cultures et à l'intensification de l'élevage. Quelque 14 000 ha de parcours seront régénérés et 4 300 ha d'arbres et arbustes protecteurs de l'environnement seront plantés dans le cadre d'un vaste programme de démonstration concernant la lutte contre la désertification et la dégradation des terres ainsi que les techniques de gestion communales. En outre, environ 20 000 ha de forêts dégradées seront placées sous la surveillance des villageois pour être régénérées. Les GVE organiseront des groupes d'irrigants chargés de l'exploitation et de l'entretien des systèmes communs d'irrigation et de distribution de l'eau à usage domestique. La formation technique et environ 97 000 démonstrations en exploitation concernant les cultures et l'élevage seront organisées sur les terres exploitées par les paysans pauvres et spécialement les femmes. Les stations de vulgarisation seront renforcées et rendues plus réceptives aux questions d'équité entre les sexes et de pauvreté.

17. **Les services financiers** centrés sur la pauvreté et la promotion de la femme peuvent contribuer largement à aider le groupe cible à se doter des ressources nécessaires pour parvenir à un développement durable. Le programme insistera sur le crédit et la mobilisation de l'épargne pour en garantir la pérennité. L'impulsion aux activités productives sera donnée par le crédit fourni par les CCR de la commune, sous la supervision générale des unions de coopératives de crédit rural (UCCR) de canton et des institutions qui les coiffent ou de la Banque populaire de Chine (BPC). Le crédit d'un accès plus facile sera d'une utilité immédiate pour les agriculteurs, spécialement les femmes, et visera en priorité les activités rentables comme la production céréalière, les cultures de rapport annuelles et pérennes, l'élevage, la transformation des produits alimentaires et un large éventail d'activités génératrices de revenus extra-agricoles. L'objectif est de faire des CCR un système bancaire (coopératif) efficace, efficient et viable en milieu rural, dont les agriculteurs seraient membres et actionnaires et qui mobiliseraient l'épargne pour renforcer leur viabilité. Une campagne de sensibilisation à l'épargne et au crédit sera menée au niveau des villages, en coordination étroite avec les CCR, le Ministère des finances, la BPC, les BGP, la Fédération des femmes, les comités villageois et les autres organes intéressés. On expliquera aux ménages les conditions requises et la marche à suivre pour emprunter ainsi que les conditions et modalités du crédit. Le programme permettra aux



CCR des communes d'acquérir du matériel supplémentaire et de bénéficier d'une formation en gestion, évaluation des demandes de prêt, instruction des dossiers et inspection afin qu'elles accomplissent leurs activités de crédit et deviennent des intermédiaires financiers prudentes.

18. **Développement social.** Le faible niveau d'éducation et le mauvais état de santé aggravent la pauvreté. Un meilleur accès des pauvres aux services sociaux est donc le point de départ de la constitution d'un capital humain qui produira les ressources matérielles. Les activités seront centrées sur la formation et comprendront l'alphabétisation (pour les femmes en particulier), la santé, la sensibilisation à la nutrition et la fourniture d'équipements sanitaires. Réduire le taux d'abandon dans l'enseignement primaire, spécialement pour les filles, sera un autre objectif majeur. Les activités antérieures seront consolidées par un appui aux agents sanitaires et médecins villageois et par la remise en état d'environ 550 écoles primaires de village pour faciliter l'accès aux campagnes d'alphabétisation et de formation spécialisée. Un volet important de la formation préparera les villageois à recourir à l'emprunt pour lancer des activités génératrices de revenus. La Fédération des femmes organisera cette formation pour bien marquer que cette composante s'adresse en priorité aux femmes. Un fonds spécial pour les micro-initiatives sera créé dans chacun des cantons où existe une section de la Fédération des femmes. La formation s'adressera aux formateurs, aux femmes et aux hommes du village ainsi qu'aux administrateurs des BGP et des CCR.

19. L'amélioration de l'accès à l'eau potable et de sa qualité permettront d'alléger la corvée d'eau, qui incombe surtout aux femmes. On libérera aussi des ressources supplémentaires en espèces, actuellement consacrées à l'achat d'eau. L'eau potable viendra principalement de la construction de près de 17 000 citernes individuelles, équipées de collecteurs d'environ 50 m³ chacune, et d'environ 275 petits systèmes collectifs de distribution au niveau du village.

20. **Gestion.** On fera appel aux GPP et aux BGP, méthode qui a fait ses preuves dans les projets antérieurs FIDA/PAM. On a cependant modifié le rôle et la structure des BGP pour en faire de meilleurs collaborateurs des organismes d'exécution technique. Le personnel a été réduit au minimum nécessaire pour faciliter correctement l'exécution du programme. Les BGP utiliseront et coordonneront les organismes et bureaux techniques et sociaux existant à l'échelon de la province, du canton et de la commune pour entreprendre les activités du programme. Le soutien consistera en ateliers provinciaux de démarrage, en formation aux méthodes de suivi et de DRP, ainsi qu'en informatique et comptabilité, en moyens de transports, en matériel de bureau et en financement des dépenses connexes de fonctionnement. Des voyages d'étude et des ateliers interprojets seront organisés pour permettre aux BGP de mettre en commun leur expérience. La formation est intégrée aux activités correspondantes pour bien montrer le caractère complémentaire de la formation dispensée dans le cadre du programme de chacun des organismes techniques. Tous les BGP ont désigné un agent de liaison pour la promotion de la femme, qui est souvent un membre de niveau élevé du personnel de la section locale de la Fédération des femmes détaché au BGP.

D. Coûts et financement

21. **Coûts du programme.** Le coût total du programme d'une durée de six ans, y compris les provisions pour aléas d'exécution et aléas financiers, les droits et taxes, est estimé à 90,30 millions de USD. La composante en devises est estimée à 3%. Les droits et taxes représentent un peu moins de 3% des coûts du programme. Ces coûts ont été calculés en yuan renminbi (CNY) avant d'être convertis en USD et sont fondés sur les prix en vigueur au quatrième trimestre de 2001. Les provisions pour aléas d'exécution, de 10%, s'appliquent à toutes les dépenses liées à la réalisation des travaux d'infrastructure. Les provisions pour aléas financiers ont été appliquées à toutes les dépenses en espèces. Aucune provision pour aléas d'exécution ou financiers n'a été prévue pour l'aide alimentaire du PAM et le fonds de crédit renouvelable. On a calculé le taux de change en parité de pouvoir d'achat (PPA) constant pour tenir compte de la différence entre le taux d'inflation à l'étranger et le taux d'inflation intérieur. Un état récapitulatif des dépenses du programme par composante figure au tableau 1.



22. **Financement.** Un prêt du FIDA, d'un montant de 28,97 millions de USD est proposé pour financer 32,1% du coût total du programme. Le PAM fournira en céréales l'équivalent de 7,28 millions de USD, soit 8,1% du coût total du programme. Le gouvernement apportera une contribution en espèces équivalente à 40,40 millions de USD, hors droits et taxes, et une contribution en vivres équivalente à 4,42 millions de USD, soit dans l'ensemble 49,6% des coûts totaux, nets de taxes. Les contributions des bénéficiaires, essentiellement en nature, s'élèveront à 7,12 millions de USD ou environ 8% des coûts totaux. On trouvera au tableau 2 un plan détaillé du financement proposé.

23. **Financement rétroactif.** Afin d'assurer le démarrage effectif dans les deux provinces concernées, le programme fournira au Ningxia et au Shanxi un financement rétroactif ne dépassant pas 300 000 USD chacun pour les dépenses effectuées après le 1^{er} janvier 2003, à savoir le soutien à la formation du personnel, l'établissement des PDV, la réalisation d'une étude de référence, l'élaboration du programme d'alphabétisation, les visites du personnel des BGP sur les sites des projets de la zone, la conception des systèmes d'irrigation et d'approvisionnement en eau, le plan détaillé de la remise en état des stations de vulgarisation et des stations de services vétérinaires. Elles comprendront aussi le coût des travaux de planification pilote dans les villages et communes et d'autres activités préparatoires menées avant l'entrée en vigueur du prêt.

TABLEAU 1: RÉSUMÉ DES COÛTS DU PROGRAMME^{a/}
(en milliers de USD)

Composantes	Monnaie locale	Devises	Total	% en devises	% des coûts de base
Amélioration des terres	37 773	855	38 628	2	47
Services financiers	6 082	18	6 101	-	7
Développement social	24 351	1 054	25 405	4	31
Gestion ^{b/}	11 854	190	12 044	2	15
Total des coûts de base	80 061	2 117	82 178	3	100
Provision pour aléas d'exécution	5 028	154	5 182	3	6
Provision pour aléas financiers	2 869	75	2 944	3	4
Total des coûts du programme	87 957	2 346	90 303	3	110

^{a/} Toute discordance dans les totaux est due à l'arrondissement des chiffres.

TABLEAU 2: PLAN DE FINANCEMENT^{a/}
(en milliers de USD)

Composantes	FIDA		PAM		Gouvernement (vivres)		Gouvernement (net)		Bénéficiaires		Total		Devises	Monnaie locale (hors taxes)	Droits et taxes
	Mont.	%	Mont.	%	Mont.	%	Mont.	%	Mont.	%	Mont.	%			
Amélioration des terres															
Développement des cultures	3 326	30,3	249	2,3	204	1,9	1 487	13,5	5 429	49,4	10 987	12,2	36	10 659	292
Irrigation	-	-	1 693	14,3	722	6,1	8 996	76,1	-	-	11 816	13,1	810	10 601	405
Amélioration des terres arides	-	-	2 307	46,6	1 446	29,2	1 139	23,0	-	-	4 952	5,5	120	4 772	60
Parcours et élevage	2 572	36,8	221	3,2	156	2,2	3 504	50,1	-	5,7	6 993	7,7	7	6 843	143
Plantation écologique d'arbres	1 576	18,8	697	8,3	514	6,1	4 040	48,1	1 293	15,4	8 399	9,3	-	8 120	279
Sous-total	7 473	17,3	5 167	12,0	3 042	7,0	19 166	44,4	7 119	16,5	43 147	47,8	972	40 995	1 179
Services financiers	6 109	99,1	-	-	-	-	-	-	-	-	6 163	6,8	19	6 090	54
Développement social															
Santé	3 724	51,6	213	3,0	248	3,4	2 879	39,9	-	-	7 223	8,0	318	6 746	159
Éducation	2 996	49,9	498	8,3	350	5,8	2 055	34,2	-	-	6 006	6,7	216	5 682	108
Activités génératrices de revenus	4 753	87,7	206	3,8	214	3,9	-	-	-	-	5 423	6,0	68	5 105	250
Eau domestique	-	-	1 196	13,3	567	6,3	6 962	77,3	-	-	9 005	10,0	560	8 166	280
Sous-total	11 473	41,5	2 113	7,6	1 379	5,0	11 896	43,0	-	-	27 657	30,6	1 161	25 699	797
Gestion b/															
BGP provinciaux	1 262	27,6	-	-	-	-	3 291	71,9	-	-	4 578	5,1	154	4 398	25
BGP de cantons	2 650	30,3	-	-	-	-	6 043	69,0	-	-	8 759	9,7	39	8 653	67
Sous-total	3 911	29,3	-	-	-	-	9 334	70,0	-	-	13 337	14,8	194	13 051	92
Décaissement total	28 966	32,1	7 280	8,1	4 420	4,9	40 396	44,7	7 119	7,9	90 303	100,0	2 346	85 836	2 122

^{a/} Toute discordance dans les totaux est due à l'arrondissement des chiffres.

^{b/} Comprend les coûts du transport maritime et de la manutention locale de l'aide alimentaire du PAM.

E. Passation des marchés, décaissements, comptabilité et vérification des comptes

24. **Passation des marchés.** Les principaux achats concernent les véhicules, la formation et le matériel. Les contrats de fourniture de véhicules et de matériel d'un montant estimatif supérieur à l'équivalent de 50 000 USD seront attribués par voie d'appel à la concurrence locale selon des procédures agréées par le FIDA. Les contrats d'un montant estimatif égal ou inférieur à l'équivalent de 50 000 USD seront attribués par voie d'appel aux fournisseurs locaux sur la base de trois devis au moins présentés par des fournisseurs jouissant d'une bonne réputation. Tout contrat relatif à la fourniture de véhicules, de matériel et aux prestations de formation d'un montant estimatif inférieur à l'équivalent de 20 000 USD peut être attribué sur la base de l'évaluation et de la comparaison d'offres d'au moins trois fournisseurs, selon des modalités et conditions jugées satisfaisantes par le FIDA. Tout contrat relatif à la fourniture d'équipement et à la formation d'un coût estimatif inférieur à l'équivalent de 5 000 USD peut être passé par entente directe avec le prestataire de services ou le fournisseur selon des modalités et conditions donnant satisfaction au FIDA.

25. **Décaissements.** Le prêt du FIDA sera décaissé sur une période de six ans. Les retraits du compte du prêt peuvent être effectués sur présentation des états de dépenses en ce qui concerne les dépenses que le FIDA signalera comme autorisées par note à l'emprunteur. Les justificatifs seront conservés par le programme et tenus à la disposition des missions de supervision et des auditeurs aux fins d'inspection. Tous les autres retraits du compte du prêt se feront sur présentation des documents requis. Les prêts des CCR aux agriculteurs seront financés en partie au moyen des contributions annuelles destinées à la constitution de fonds renouvelables dans chaque canton, conformément au plan de travail et budget du canton. Des états récapitulatifs mensuels des crédits décaissés et recouverts seront tenus et ventilés par sexe aux fins d'examen par les missions de supervision. Un compte spécial de 1,6 million de USD pour le Ningxia et de 1,8 million de USD pour le Shanxi, sera ouvert conformément aux conditions et modalités agréées par le FIDA.

26. **Comptabilité et vérification des comptes.** Les BGP, avec l'aide de l'unité de soutien financier, tiendront des comptes consolidés. Les rapports financiers et les méthodes comptables du Bureau des finances seront agréés par le FIDA. Les sections de comptabilité seront dotées d'un effectif suffisant et capable de tenir la comptabilité exigée par le programme. L'organisme public de vérification des comptes, ou son représentant habilité, le département provincial pertinent de vérification des comptes, sera chargé de vérifier les états financiers relatifs au programme dans chaque province. Les BGP de commune, de canton et de région tiendront des relevés de toutes les dépenses afférentes aux articles achetés par le programme. L'organisme public de vérification des comptes examinera les retraits du compte du programme au regard des états de dépenses et indiquera si, à son avis, ils correspondent effectivement à des dépenses ouvrant droit aux décaissements du FIDA. Il examinera aussi les questions ayant trait à la gestion du crédit et formulera des observations sur l'efficacité des systèmes de comptabilité et de contrôle interne. Le gouvernement présentera des copies certifiées conformes des rapports d'audit au FIDA et à l'institution coopérante dans les six mois suivant la fin de chaque exercice financier. Le BGP provincial soumettra au FIDA la réponse à la lettre de recommandation des auditeurs au plus tard un mois après sa réception. Le PAM exige lui aussi la vérification des dépenses du programme et de l'usage de l'aide alimentaire ainsi que la confirmation des journées de travail ouvrées et des rations distribuées. Ces deux vérifications devraient être faites simultanément.

F. Organisation et gestion

27. **Participation des bénéficiaires.** Un GVE sera établi dans chaque village. Il sera composé de membres élus mais pourra aussi compter le chef du village, le comptable du village, une représentante de la Fédération des femmes et des techniciens en agriculture et élevage du village. Il comprendra au moins trois femmes et devra représenter correctement les intérêts des pauvres, spécialement ceux qui vivent dans de petits villages "naturels" reculés. Chacun de ces villages "naturels" devrait pouvoir élire



au moins un membre du GVE. Le GVE organisera l'établissement du PDV selon un processus participatif y associant le village tout entier. Ce processus consistera: a) à mobiliser les ménages du village pour des activités déterminées, comme les investissements environnementaux et collectifs, la santé et l'éducation (notamment l'alphabétisation des femmes et la prévention des abandons scolaires, spécialement pour les filles); b) à réunir les membres du village pour étudier les choix en matière d'investissement; c) élaborer les plans de développement villageois; d) à diffuser à tous les ménages les informations sur les activités du programme; e) à organiser les équipes qui participeront aux activités vivres-contre-travail; f) à aider au décaissement, à la supervision et au recouvrement des prêts, et g) à veiller à ce que les activités soient bien ciblées et à ce que leur progression soit suivie par les bénéficiaires. La participation sera renforcée par l'adoption des techniques DRP. Les responsables des cantons et communes recevront une formation appropriée aux techniques participatives pour assister les GVE dans ces tâches.

28. **Considérations relatives à l'équité hommes-femmes.** En raison de la féminisation de l'agriculture suite à la forte émigration des hommes, de l'intensification des travaux agricoles et du poids des corvées ménagères, il est indispensable que les activités soient axées sur les femmes. Il y a proportionnellement plus de femmes analphabètes que d'hommes et la plupart des postes de l'administration publique sont occupés par des hommes. C'est pourquoi chacune des activités sera expressément centrée: a) sur les techniques qui font gagner du temps en agriculture; b) sur la fourniture de services de vulgarisation et de formation plus adaptés aux femmes; c) sur l'autonomisation des femmes par l'alphabétisation et la formation spécialisée; d) sur la promotion des cultures à forte valeur marchande exigeant peu de travail et des activités génératrices de revenus au foyer ou à proximité; e) sur l'amélioration de l'accès au crédit; f) sur l'accès plus facile à l'eau potable, et g) sur des programmes spéciaux de santé pour les femmes appuyés par la formation des villageoises au rôle d'agents de liaison pour la santé des femmes. La prévalence des maladies reculera grâce à de meilleurs services de santé, à la formation et à un meilleur approvisionnement en eau à usage domestique. Un soutien éducatif sera donné aux adultes, et aux femmes en particulier, pour qu'ils puissent suivre les cours d'alphabétisation fonctionnelle et acquérir des compétences techniques. Les enfants seront encouragés à poursuivre leurs études primaires et une aide financière sera apportée à cet effet. Les divers programmes de formation, alliés à l'approche institutionnelle des PDV participatifs, conduiront les individus, les ménages et la communauté à une prise de conscience beaucoup plus aigüe et à une plus grande confiance en soi dans tout ce qui touche à leur situation socioéconomique.

29. **Ciblage du financement rural.** Les CCR seront chargées de fournir des services financiers, en utilisant le produit du prêt du FIDA pour compléter les ressources financières de base du système. La structure de gestion du crédit sera chargée du soutien et de la coordination des organisations pertinentes, y compris la BPC et l'UCCR, aux divers niveaux. Avant l'entrée en vigueur du prêt, les BGP de l'échelon supérieur aideront le Département des finances (DF), la BPC et les UCCR de tutelle à élaborer un manuel détaillé sur les politiques de crédit et les procédures opérationnelles des services financiers ainsi que des projets de contrats pour la rétrocession des prêts aux UCCR des cantons et aux CCR des communes. Le manuel des opérations et les modules de formation seront uniformes pour l'ensemble du programme et s'inspireront de ceux qui ont été élaborés avec l'assistance technique de l'Allemagne dans le cadre du projet du FIDA pour le développement des zones des Monts Wulin peuplées de minorités ethniques. Les CCR seront chargées d'évaluer et d'approuver les demandes de crédit, de décaisser les prêts, de les suivre et de les recouvrer, de gérer les risques, de tenir la comptabilité et d'établir des comptes rendus ainsi que de superviser et de surveiller les opérations de crédit. Les UCCR de canton orienteront les fonds vers les CCR, recevront une formation de l'UCCR de tutelle et des fonctionnaires de la BPC, organiseront et surveilleront la formation des employés des CCR, superviseront les opérations de crédit des CCR, conserveront et regrouperont leurs rapports et enverront les données concernant le programme aux bureaux des finances du canton par l'intermédiaire du BGP du canton.

30. **Gestion.** Le Ministère de l'agriculture sera l'organisme chef de file du programme et le Ministère des finances aura l'entière responsabilité de la gestion financière au niveau national. Au niveau régional



ou provincial, le Département de l'agriculture sera chargé au premier chef de l'exécution et orientera et coordonnera les travaux de tous les organismes techniques participants. Le Département des finances régional ou provincial sera chargé de la gestion financière et de la supervision des fonds du programme et veillera au remboursement du prêt du FIDA au Ministère des finances. Un accord de gestion précisera le rôle et les responsabilités de chacun des organismes d'exécution, y compris les CCR en qualité d'intermédiaires financiers, et précisera les procédures d'exécution. Tous les BGP aux niveaux de la région et à celui du canton ont déjà été mis en place comme coordonnateurs de leurs GPP. Les GPP seront chargés de définir l'orientation générale des activités, d'approuver les plans, de recevoir les rapports et de les commenter. Les BGP resteront de taille modeste et serviront de coordonnateurs, l'exécution étant dévolue aux organismes techniques. Il existe déjà un agent de liaison pour la promotion de la femme dans tous les BGP. Les ressources du programme destinées à tous les investissements et aux dépenses de fonctionnement seront allouées aux organismes participants, notamment à la Fédération des femmes, en temps voulu et conformément au plan de travail et budget annuel approuvé.

31. **Suivi.** Le BGP régional/provincial établira les rapports annuels d'activité sur la base des rapports des BGP de canton et donnera des précisions sur les questions de promotion de la femme. Les missions de supervision s'attacheront aux principaux indicateurs concernant a) la production vivrière, l'élevage et les cultures de rapport; b) les revenus du ménage ou les indicateurs indirects du renforcement de l'autosuffisance alimentaire et/ou des dépenses discrétionnaires; c) la sortie de la pauvreté; d) les revenus des femmes participant aux activités bénéficiant d'un soutien, et e) l'utilisation des infrastructures sociales, notamment les écoles primaires et les équipements de santé de la commune. Les rapports destinés au FIDA et au PAM rendront compte des aspects, environnementaux, financiers, institutionnels et socioéconomiques. Un système d'information et de gestion sera établi spécifiquement pour le programme de crédit par le réseau des CCR afin de surveiller les activités de crédit. Il répondra aussi aux besoins exprimés par le département des finances. Des ateliers de démarrage seront organisés au niveau régional/provincial et dans chaque canton. Un atelier annuel de gestion tenu dans chaque canton examinera les activités de l'année écoulée, en tirera des enseignements et veillera à ce qu'il en soit tenu compte dans les plans de travail et budgets annuels. Des ateliers intercantons, centrés sur les systèmes, la promotion de la femme, la planification et le suivi participatifs, et les services financiers, se tiendront chaque année pour s'informer mutuellement des questions d'intérêt commun et susciter une information en retour.

32. **Évaluation d'impact.** L'enquête de référence, le bilan à mi-parcours et le rapport d'achèvement du programme sont les principaux instruments de l'évaluation d'impact. L'enquête de référence, réalisée avant le démarrage des activités, mettra l'accent sur la sécurité alimentaire des ménages par l'inclusion de mesures anthropométriques. Le bilan à mi-parcours et le rapport d'achèvement seront établis conjointement par le FIDA, le PAM, l'institution coopérante et le gouvernement à la fin de la troisième et de la sixième année du programme respectivement. Ces travaux évalueront l'impact des activités sur les conditions de vie du groupe cible et seront une occasion d'encourager les parties prenantes à mettre en commun leurs savoirs dans le cadre du programmes et d'autres projets.

G. Justification économique

33. **Avantages et bénéficiaires.** Dans une zone où le déficit vivrier est chronique, le programme aura probablement un effet majeur sur la sécurité alimentaire des ménages. On estime que le surcroît annuel total de production de céréales et de pommes de terre atteindra 41 000 t et 215 000 t, respectivement, la septième année du programme. Ces chiffres représentent 36 kg de céréales et 160 kg de pommes de terre par personne, ce qui fera passer la zone du programme du simple niveau de subsistance à un niveau proche de l'autosuffisance. Le développement de l'élevage et la production maraîchère obtenue grâce à l'irrigation devraient dégager un supplément substantiel de production. Ces progrès se traduiront par un régime plus équilibré, plus riche en protéines animales ainsi qu'en



fruits et légumes. Les 300 000 ménages ciblés connaîtront donc probablement une amélioration spectaculaire de leurs conditions de vie socioéconomiques. Ainsi, un ménage typique, pauvre en terre, pourra cultiver 0,1 ha de terre irriguée au lieu de 0,04 ha à l'heure actuelle et aura peut-être acquis aussi des terres arides récemment bonifiées. Il pourra élever quelques animaux supplémentaires dans de meilleures conditions à la ferme, tandis que les troupeaux trouveront sur les parcours de meilleurs pâturages. Les nouvelles plantations de cultures pérennes, pratiquées essentiellement à des fins écologiques, produiront graduellement des fruits ou des herbes médicinales, dont la demande est forte dans le pays. Ce qui est plus important, les enfants de la zone du programme, y compris les filles, seront en mesure de terminer leurs études primaires dans les écoles locales remises en état, et leurs mères auront acquis les bases de l'alphabétisation et certaines compétences techniques leur ouvrant la voie à des activités génératrices de revenus. La santé de tous s'améliorera grâce à une eau plus pure et à des services de santé plus accessibles et plus sensibles à leurs besoins.

34. Les 300 000 ménages pourront tous bénéficier du développement de la production fermière par la formation en matière de culture et/ou d'élevage ou par des démonstrations en exploitation. Ces compétences supplémentaires en agriculture, alliées à la bonification des terres permettront à de nombreux bénéficiaires d'obtenir un crédit pour des investissements et/ou des prêts de campagne. Le programme soutiendra la création de petites entreprises et d'activités génératrices de revenus à l'aide des crédits de campagne et des prêts à moyen terme et par la formation intensive des futurs entrepreneurs. Les bénéficiaires des services sociaux devraient comprendre environ 31 000 personnes suivant des cours d'alphabétisation, 45 000 personnes acquérant des compétences techniques, 36 000 enfants (filles principalement) qui auraient quitté l'école prématurément et 260 000 femmes bénéficiant de soins périnataux.

35. **Analyse financière et économique.** Les données concernant la production végétale et l'élevage peuvent être combinées pour construire le modèle d'exploitation agricole moyenne. À plein régime, le programme améliorera le revenu annuel net par ménage de plus de 60%, le faisant passer de 325 à 530 USD. Le taux de rentabilité économique calculé pour l'ensemble de la zone du programme sur 20 ans s'établit à 19,2% par an. Les résultats de l'analyse de sensibilité font apparaître une bonne résistance aux variations exogènes des coûts et/ou des avantages attendus et montrent que, même en cas de recul de 10% des avantages et d'augmentation de 10% des coûts, le taux de rentabilité économique serait encore de 10,0%.

H. Risques

36. Les risques sont associés aux phénomènes climatiques extrêmes tels que des précipitations exceptionnellement concentrées entraînant des inondations ou le retard des pluies d'automne qui compromettrait la germination. Le programme atténuera l'impact de ces risques en améliorant la gestion de l'eau d'irrigation de manière à assurer un approvisionnement en eau plus régulier pendant les longues périodes de sécheresse et en développant la gestion de l'humidité dans les sols arides par des travaux de terrassement appropriés. Il encouragera aussi l'emploi de bâches de plastique pour recouvrir les cultures de printemps afin d'utiliser au mieux l'eau disponible en plus grande quantité et d'allonger la saison de culture. La diversité des essences d'arbres et d'arbustes plantés à des fins écologiques sera conservée à l'aide de nombreuses petites pépinières établies par les villageois qui apprendront les techniques modernes grâce à la formation et aux démonstrations. On ne prévoit aucun problème particulier pour la fourniture d'engrais et d'autres produits agrochimiques.

I. Impact sur l'environnement

37. La zone du programme fait partie d'une région formée de collines et montagnes où le déboisement est général et où la gestion irrationnelle des parcours a entraîné la dégradation du couvert végétal, causant une grave érosion des sols. De vastes programmes publics et privés de plantation d'arbres et de lutte contre la désertification y sont en cours, avec l'aide de l'État. On peut s'attendre à



une amélioration des rendements des bonnes terres de culture par l'irrigation et la bonification des terres, ce qui permettra d'abandonner la culture sur les terres marginales pour les consacrer à des usages plus durables sur les plans écologique et économique, par exemple des cultures de rapport pérennes ou des prairies permanentes pour le pâturage. Le programme comprend la démonstration de plusieurs modes de plantation d'arbres et arbustes le long des routes et des canaux ainsi que dans les champs là où c'est possible. Les sources d'eau potable proposées satisfont aux normes chinoises visant l'eau potable et seront de bien meilleure qualité et d'un accès plus facile que les sources actuelles, qui sont souvent des ruisseaux locaux ou des mares stagnantes. L'introduction d'un système de gestion participative des parcours garantira la pérennité des efforts de régénération. Il est donc très improbable que le programme ait des effets négatifs sensibles sur l'environnement, de sorte qu'il a été classé dans la catégorie B.

38. Les consultations se poursuivent avec le Fonds pour l'environnement mondial (FEM), le Mécanisme mondial et la Banque asiatique de développement en ce qui concerne la préparation des activités pilotes destinées à lutter contre la désertification et la dégradation des sols en complément du programme. Un partenariat République populaire de Chine-FEM consacré à la lutte contre la dégradation des sols dans les écosystèmes arides est en cours de préparation, et le programme actuel pourrait, à terme, être considéré comme un élément du plan d'action élaboré à ce titre. Le programme du FEM de gestion de l'écosystème de la zone du programme de Ningxia et de Shanxi fera l'objet d'une première note descriptive qui sera soumise au secrétariat du partenariat.

J. Aspects novateurs

39. Lors de la phase préparatoire, la zone du programme et le groupe cible ont été présélectionnés à l'aide de la méthode ACV et un stage de formation a permis d'initier les agents des BGP du canton et de la commune aux méthodes DRP. La participation active des groupes cibles sera assurée par l'emploi de méthodes DRP pour l'établissement des PDV et pour leur réalisation. Les travaux pilotes de planification participative dans les villages et communes seront menés avant l'entrée en vigueur du prêt pour en garantir le bon démarrage. L'adoption généralisée des méthodes de gestion participative des parcours permettra de régénérer les parcours fortement dégradés. Les démonstrations en exploitation de diverses techniques et la plantation collective d'arbres et arbustes encourageront vigoureusement le village ou la communauté à protéger l'environnement. Une fois renforcés et recentrés, les services de vulgarisation agricole et les services vétérinaires serviront plus efficacement les pauvres et les femmes. Les modules retenus et recommandés feront l'objet de nombreuses petites démonstrations – souvent dans des villages naturels reculés – dans les champs des agriculteurs pauvres, et en particulier des femmes. Le programme de santé des femmes apportera un solide soutien à la formation des agents de liaison villageois en matière de santé de la femme. C'est là un moyen d'un bon rapport coût-efficacité pour inciter un plus grand nombre de femmes à se présenter aux consultations périnatales et à faire soigner les infections génitales, qui sont, semble-t-il, fréquentes et graves, et ne sont souvent traitées qu'à un stade très avancé. Le programme a été conçu en grande partie par des spécialistes chinois, ce qui en favorise l'efficacité et offre de nombreuses occasions d'influer sur l'orientation des politiques.

TROISIÈME PARTIE - INSTRUMENTS JURIDIQUES ET AUTORITÉ

40. Un accord de prêt entre la République populaire de Chine et le FIDA constitue l'instrument juridique aux termes duquel le prêt proposé sera consenti à l'emprunteur. Un résumé des garanties supplémentaires importantes incluses dans l'accord de prêt négocié pour le programme est joint en annexe.

41. La République populaire de Chine est habilitée, en vertu de ses lois, à contracter un emprunt auprès du FIDA.



42. Il m'est acquis que le prêt proposé est conforme aux dispositions de l'Accord portant création du FIDA.

QUATRIÈME PARTIE - RECOMMANDATION

43. Je recommande que le Conseil d'administration approuve le prêt proposé en adoptant la résolution suivante:

DÉCIDE: Que le Fonds fera à la République populaire de Chine un prêt en diverses monnaies d'un montant équivalant à vingt et un millions neuf cent cinquante mille droits de tirage spéciaux (21 950 000 DTS) venant à échéance le 1^{er} décembre 2042 ou avant cette date. Ce prêt sera assorti d'une commission de service de trois quarts de point (0,75%) l'an et sera régi par toutes autres modalités et conditions conformes en substance aux modalités et conditions présentées au Conseil d'administration dans le présent Rapport et recommandation du Président.

Le Président
Lennart Båge

RÉSUMÉ DES GARANTIES SUPPLÉMENTAIRES IMPORTANTES INCLUSES DANS L'ACCORD DE PRÊT PROGRAMME NÉGOCIÉ

(Négociations de prêt conclues le 29 novembre 2002)

1. **Comptes de développement du programme.** Chaque département des finances fait en sorte que le BGP régional/provincial concerné ouvre, puis maintienne dans une banque donnant satisfaction au FIDA un compte distinct libellé en CNY pour les opérations du programme à chaque échelon (province, canton et commune). Le directeur de chaque BGP est pleinement autorisé à gérer le compte de programme pertinent.
2. **Disponibilité et acheminement des fonds du prêt.** Le Gouvernement de la République populaire de Chine (ci-après dénommé le Gouvernement) met les fonds du prêt à la disposition de chaque département des finances, qui assume les risques de change. Chaque département des finances transfère les fonds du prêt alloués à la composante services financiers ruraux aux UCCR de canton dans chaque province conformément à l'accord de prêt subsidiaire. Le département des finances transfère les fonds du prêt non alloués à la composante services financiers ruraux aux comptes de programme de province, de canton et de commune selon des modalités et conditions convenues entre le Gouvernement et le FIDA pour l'exécution du programme. Le département des finances met sur les fonds du prêt à la disposition de la Fédération des femmes dans le Shanxi un montant équivalant globalement à 2 260 000 USD et à la Fédération des femmes dans la région autonome du Ningxia Hui (Ningxia) un montant équivalant globalement à 3 400 000 USD selon des modalités et conditions convenues entre le Gouvernement et le FIDA pour mener certaines activités du programme. Chaque compte de programme de province maintiendra en permanence un fonds renouvelable à hauteur suffisante pour couvrir l'exécution du programme sur trois mois, conformément aux plans de travail et budgets annuels (PTBA).
3. **Disponibilité de ressources additionnelles.** Le Gouvernement veille à ce que chaque province et comté mettent à disposition des fonds de contrepartie sur leurs ressources respectives conformément aux PTBA, comme suit: a) dans le Ningxia, la province met à disposition 70% et chaque comté 30% des fonds de contrepartie pour les opérations du programme dans chaque comté; et b) dans le Shanxi, la province met à disposition 50% et chaque préfecture et canton respectivement 20% et 30% des fonds de contrepartie pour les opérations du programme dans chaque canton.
4. **Suivi et évaluation.** Chaque BGP régional/provincial établit des rapports d'avancement semestriels et annuels sur la base des rapports des BGP de comté, en incluant des précisions sur les questions d'équité hommes-femmes, et les soumet au FIDA et au PAM dans les dix semaines qui suivent la fin de la période considérée. Les rapports d'avancement porteront sur les aspects matériels, environnementaux, financiers, institutionnels, socioéconomiques et en particulier sur les questions relatives à l'équité hommes-femmes, et ils comporteront en outre des parties expressément consacrées au suivi exercé par les bénéficiaires, à l'utilisation des jours de travail et de formation, à l'évaluation de la qualité de l'infrastructure et à la participation des femmes aux journées de travail et de formation. La mission de supervision et l'examen à mi-parcours passeront en revue l'avancement du programme et apporteront une aide à l'exécution axée sur les points soulevés. Les indicateurs clés seront centrés sur: a) la production vivrière, animale et les cultures à caractère économique; b) le revenu des ménages et les indicateurs substitutifs intéressant le renforcement de l'autosuffisance alimentaire et les dépenses discrétionnaires; c) la sortie de la pauvreté; d) le revenu des femmes participant aux activités appuyées par le programme; et e) l'utilisation de l'infrastructure sociale, notamment des écoles primaires et des structures sanitaires dans les villages et cantons. Le suivi sera directement lié au système national courant d'établissement de rapports qui fait partie intégrante des BGP à tous les niveaux.

5. **Promotion de l'égalité des chances.** Le Gouvernement veille à ce que les femmes participent à toutes les activités du programme et à ce qu'elles bénéficient équitablement des résultats.
6. **Gestion de l'information sur le crédit.** Les CCR mettent en place un système spécifiquement destiné à la gestion du programme de crédit et à l'information afin de suivre les activités de crédit et de répondre aux besoins exprimés par le département des finances.
7. **Évaluation de l'impact.** Dans les six mois qui suivent l'entrée en vigueur de l'Accord de prêt, chaque BGP régional/provincial aura conduit une enquête de base, qui met l'accent sur la sécurité alimentaire des ménages en incluant des mesures anthropométriques et en aura présenté le résumé au FIDA.
8. **Fonds de contrepartie.** Le Gouvernement veille à ce que chaque PTBA indique clairement la source et l'utilisation des fonds de contrepartie.
9. **Conditions préalables au retrait de certains fonds du prêt.** Aucun retrait ne sera effectué en ce qui concerne les dépenses au titre de la composante services financiers ruraux tant que la version provisoire du manuel relatif aux services financiers ainsi que celle de l'accord de prêt subsidiaire n'auront été approuvées par le FIDA; et tant qu'un exemplaire du manuel relatif aux services financier et une copie de l'accord de prêt subsidiaire signé, essentiellement en la forme ainsi approuvée et certifiée conforme par le Ministère de l'agriculture et la BPC n'auront été remis au FIDA.
10. **Autres clauses.** Le Gouvernement veille à ce que:
 - a) là où les activités du programme affectent la répartition ou la qualité des terres disponibles, leur redistribution soit effectuée dans le cadre du PDV au moyen d'un processus participatif associant l'ensemble du village par l'intermédiaire du GVE. La législation de l'État qui autorise des baux fonciers de trente ans sera prise en compte lors de la réallocation des terres;
 - b) tout le matériel végétal fourni dans le cadre du programme soit de qualité certifiée;
 - c) une attention particulière soit accordée à la familiarisation des agriculteurs des deux sexes avec l'utilisation, la manutention et le stockage sans risque des produits agrochimiques, de manière à réduire autant que possible leurs effets toxiques. En recommandant les produits chimiques essentiels, le personnel technique choisit les moins dangereux des produits efficaces. De manière générale, les principes de la lutte intégrée contre les ravageurs seront privilégiés;
 - d) tous les travaux de construction, de remise en état et d'entretien de l'infrastructure appuyés par le programme soient effectués selon les normes nationales pertinentes et respectent la législation sur l'environnement;
 - e) les denrées distribuées aux bénéficiaires répondent aux normes de qualité du PAM;
 - f) les coûts opérationnels et le financement des équipements relatifs aux services techniques continuent à être couverts et les normes prévalant à la fin du programme soient maintenues;
 - g) la Fédération des femmes jouisse d'une pleine autonomie gestionnaire dans les limites des paramètres figurant dans les documents du programme et des PTBA, et reçoive les fonds nécessaires pour organiser le financement de micro-initiatives;

ANNEXE

- h) la propriété des aménagements de formation des communes soit transférée à la Fédération des femmes, qui par la suite mettra ces locaux ainsi que les équipements connexes à la disposition d'autres agents d'exécution de projet;
- i) la construction ou la remise en état des unités de vulgarisation des communes soit précédée d'un examen des politiques, d'une évaluation des besoins et d'un inventaire, avec proposition de locaux intégrés chaque fois que possible, de manière à utiliser plus efficacement les fonds destinés aux sites, bâtiments et services et à assurer des prestations optimales aux agriculteurs;
- j) les services de soutien agricoles de tout niveau visent à comprendre 50% de femmes dans leurs effectifs;
- k) les démonstrations pratiques soient conduites sur les terres des agriculteurs pauvres qui recevront les intrants nécessaires aux démonstrations avec une subvention de 50%. Ces agriculteurs conserveront le produit de la démonstration en compensation de l'utilisation de leur champ pour la formation de leurs voisins;
- l) pour répondre aux besoins des petits villages naturels isolés, les démonstrations soient menées à l'écart des centres administratifs des villages. Au Ningxia, pas moins de 50% des démonstrations financées par le programme auront lieu dans les villages naturels. Au Shanxi, 15% des démonstrations seront conduites à l'écart des centres administratifs des villages;
- m) les ressources soient mises à la disposition des CCR conformément aux besoins saisonniers des opérations de crédit, telles qu'indiquées dans les PTBA;
- n) les fonds du prêt destinés aux CCR soient enregistrés à part et tenus séparés des autres fonds jusqu'à ce que la situation financière globale des CCR soit pleinement renforcée. Cette disposition s'appliquera pendant toute la période d'exécution du programme et jusqu'à ce que le département des finances ait été intégralement remboursé;
- o) il soit offert aux CCR la possibilité d'acquérir de l'équipement supplémentaire et de former leur personnel de terrain aux méthodes de gestion du crédit. Ces éléments seront non remboursables;
- p) avant de procéder à la rénovation et à la construction d'écoles primaires, un comité de parents soit constitué pour assurer la main-d'œuvre non qualifiée nécessaire aux travaux et à l'entretien ultérieur des équipements;
- q) des comités d'usagers de l'eau soient constitués à l'échelon des villages et un plan détaillé des réseaux d'eau potable soit établi avant de démarrer les travaux d'aménagement.

11. Conditions préalables à l'entrée en vigueur de l'Accord de prêt du programme:

- a) les comptes spéciaux ont été dûment ouverts par le département des finances compétent;
- b) chaque BGP régional/provincial et de comté a dûment ouvert son compte de programme respectif;
- c) la version provisoire de l'accord de gestion du programme (AGP) a été approuvée par le FIDA et une copie de l'accord signé a été remise au FIDA;



ANNEXE

- d) le Gouvernement a soumis au FIDA pour approbation la version provisoire du manuel relatif aux services financiers ainsi que celle de l'accord de prêt subsidiaire;
- e) chaque BGP provincial/régional a présenté au FIDA et au PAM son projet de PTBA pour la première année du programme et le FIDA a approuvé chacun de ces projets de PTBA;
- f) le Gouvernement et le FIDA sont convenus des modalités et conditions du transfert des fonds du prêt non alloués à la composante services financiers ruraux;
- g) l'Accord de prêt a été dûment signé, et la signature et l'exécution dudit accord par le Gouvernement ont été dûment autorisées et ratifiées par toutes les instances administratives et gouvernementales compétentes; et
- h) un avis juridique favorable, délivré par le département chargé des traités et du droit international du Ministère des affaires étrangères ou toute autre autorité juridique approuvée par le FIDA, et acceptable tant en la forme que sur le fond par le FIDA, a été remis par le Gouvernement au FIDA.

COUNTRY DATA

CHINA

Land area (km² thousand) 2000 1/	9 327	GNP per capita (USD) 2000 1/	840
Total population (million) 2000 1/	1 261.1	GNP per capita growth (annual %) 2000 1/	6.1 a/
Population density (people per km²) 2000 1/	135	Inflation, consumer prices (annual %) 2000 1/	0.3
Local currency	Yuan Renminbi (CNY)	Exchange rate: USD 1 =	CNY 8.26
Social Indicators		Economic Indicators	
Population (average annual population growth rate) 1980-99 2/	1.3	GDP (USD million) 2000 1/	1 079 954
Crude birth rate (per thousand people) 2000 1/	16 a/	Average annual rate of growth of GDP 2/	
Crude death rate (per thousand people) 2000 1/	7 a/	1980-90	10.1
Infant mortality rate (per thousand live births) 2000 1/	30 a/	1990-99	10.7
Life expectancy at birth (years) 2000 1/	70 a/	Sectoral distribution of GDP, 2000 1/	
Number of rural poor (million) (approximate) 1/	39.3	% agriculture	16
Poor as % of total rural population 2/	5	% industry	49
Total labour force (million) 2000 1/	759.1	% manufacturing	38
Female labour force as % of total, 2000 1/	45	% services	34
Education		Consumption, 2000 1/	
School enrolment, primary (% gross) 2000 1/ group)	123 a/	General government final consumption expenditure (as % of GDP)	11
Adult literacy rate (% age 15 and above) 2000 1/	16	Household final consumption expenditure, etc. (as % of GDP)	49
Nutrition		Gross domestic savings (as % of GDP)	
Daily calorie supply per capita, 1997 3/	2 897	40	
Malnutrition prevalence, height for age (% of children under 5) 2000 1/	16 a/	Balance of Payments (USD million)	
Malnutrition prevalence, weight for age (% of children under 5) 2000 1/	9 a/	Merchandise exports, 2000 1/	249 212
Health		Merchandise imports, 2000 1/	225 097
Health expenditure, total (as % of GDP) 2000 1/	4.5 a/	Balance of merchandise trade	24 115
Physicians (per thousand people) 1999 1/	1.4	Current account balances (USD million)	
Population using improved water sources (%) 1999 4/	75	before official transfers, 1999 1/	10 723
Population with access to essential drugs (%) 1999 4/	85	after official transfers, 1999 1/	15 667
Population using adequate sanitation facilities (%) 1999 4/	38	Foreign direct investment, net 1999 1/	36 978
Agriculture and Food		Government Finance	
Food imports (% of merchandise imports) 1999 1/	4	Overall budget deficit (including grants) (as % of GDP) 1999 1/	-2.2 a/
Fertilizer consumption (hundreds of grams per ha of arable land) 1998 1/	2 826	Total expenditure (% of GDP) 1999 1/	9.3 a/
Food production index (1989-91=100) 2000 1/	171.9	Total external debt (USD million) 1999 1/	154 223
Cereal yield (kg per ha) 2000 1/	4.735	Present value of debt (as % of GNP) 1999 1/	14
Land Use		Total debt service (% of exports of goods and services) 1999 1/	9.0
Arable land as % of land area, 1998 1/	13.3	Lending interest rate (%), 2000 1/	5.9
Forest area (km ² thousand) 2000 1/	1.635	Deposit interest rate (%), 2000 1/	2.3
Forest area as % of total land area, 2000 1/	17.5		
Irrigated land as % of cropland, 1998 1/	38.8		

A/Data are for years or periods other than those specified

1/ World Bank, *World Development Indicators* database

2/ World Bank, *World Development Indicators*, 2001

3/ UNDP, *Human Development Report*, 2000

4/ UNDP, *Human Development Report*, 2001

PREVIOUS IFAD FINANCING TO CHINA

Project Name	Initiating Institution	Cooperating Institution	Lending Terms	Board Approval	Loan Effectiveness	Current Closing Date	Loan/Grant Acronym	Currency	Approved Loan/ Grant Amount	Disbursement (as % of Approved Amount)
Northern Pasture and Livestock Development Project	IFAD	UNOPS	HC	22 Apr 81	20 Jul 81	31 Dec 88	L - I - 62 - CH	SDR	28 700 000	100%
Hebei Agricultural Development Project	IFAD	World Bank: IBRD	I	15 Sep 82	14 Jan 83	31 Dec 88	L - I - 107 - CH	SDR	22 900 000	100%
Rural Credit Project	IFAD	World Bank: IDA	HC	11 Sep 84	22 Jan 85	30 Jun 89	L - I - 153 - CH	SDR	24 250 000	100%
Guangdong Integrated Freshwater Fish-Farming Project	IFAD	World Bank: IBRD	I	03 Dec 86	24 Mar 87	31 Dec 92	L - I - 195 - CH	SDR	10 150 000	96.4%
Sichuan Livestock Development Project	IFAD	UNOPS	HC	30 Nov 88	16 May 89	30 Jun 95	L - I - 233 - CH	SDR	13 400 000	100%
Shandong/Yantai Agricultural Development Project	IFAD	UNOPS	HC	07 Dec 89	10 Jul 90	31 Dec 96	L - I - 254 - CH	SDR	16 800 000	100%
Shanxi Integrated Agricultural Development Project	IFAD	UNOPS	HC	04 Apr 91	26 Jul 91	30 Jun 98	L - I - 281 - CH	SDR	17 850 000	99.9%
Jilin Low-Lying Land Development Project	IFAD	UNOPS	HC	14 Apr 92	15 Jun 92	30 Jun 98	L - I - 300 - CH	SDR	20 000 000	99.9%
Yunnan-Simao Minorities Area Agricultural Development Project	IFAD	UNOPS	HC	15 Sep 93	10 Dec 93	31 Dec 00	L - I - 335 - CN	SDR	18 400 000	98.6%
Qinghai/Hainan Prefecture Agricultural Development Project	IFAD	UNOPS	HC	05 Dec 94	08 Jun 95	30 Jun 01	L - I - 364 - CN	SDR	13 500 000	96.9%
Jiangxi/Ganzhou Integrated Agricultural Development Project	IFAD	UNOPS	HC	06 Dec 95	10 May 96	30 Jun 01	L - I - 395 - CN	SDR	15 950 000	87.8%
Northeast Sichuan and Qinghai/Haidong Integrated Agricultural Development Project	IFAD	UNOPS	HC	11 Sep 96	14 May 97	31 Dec 02	L - I - 424 - CN	SDR	19 100 000	93.0%
Southwest Anhui Integrated Agricultural Development Project	IFAD	UNOPS	HC	11 Sep 97	12 Dec 97	30 Jun 03	L - I - 451 - CN	SDR	19 100 000	76.0%
Wulin Mountains Minority-Areas Development Project	IFAD	UNOPS	HC	10 Sep 98	21 Apr 99	31 Dec 04	L - I - 483 - CN	SDR	21 100 000	27.0%
Qinling Mountain Area Poverty-Alleviation Project	IFAD	UNOPS	HC	08 Dec 99	15 Aug 00	31 Mar 08	L - I - 517 - CN	SDR	21 000 000	4.0%
West Guangxi Poverty-Alleviation Project	IFAD	UNOPS	HC	07-Dec-00	21 Mar 02	30 Sep 08	L I 552 CN	SDR	23 800 000	





COMPONENTS AND IMPLEMENTATION ARRANGEMENTS

Programme Description

1. The programme's goal is to reduce sustainably the poverty of about 300 000 households living in 126 townships, spread over 12 counties in Ningxia Hui Autonomous Region and Shanxi Province. This requires improved impact of productivity gains, income growth and social services. Grain availability per capita should increase by 36 kg, and income by about USD 62, while preventable diseases and the number of school drop-outs will decrease. Microenterprises will be started up, supported with skills training and appropriate credit packages. The economic and social development objectives require a multisectoral approach, combining in a coherent and integrated fashion investments in both physical and human resources with emphasis on labour productivity and implementation. Therefore, a management agreement will specify the role and responsibilities of each technical agency and provide details on implementation procedures. The PLGs and PMOs will guide, coordinate and facilitate the work of the technical implementing agencies. The programme activities, implemented by the respective agencies, will have four major components: (a) land-based activities; (b) financial services; (c) social development; and (d) management.

Implementation Arrangements

2. **Institutional framework.** The administrative system comprises a multi-tier structure from the central government, through region/province, prefecture, county and township, to the administrative village level. Local officials at each level have considerable autonomy in decision-making and genuine responsibility for ensuring that the planned work is actually carried out. This arrangement is highly successful in achieving physical development with externally financed projects as reflected in IFAD and WFP experience in China. Government officials at township level and above are 'state cadres' paid by the Government. The village cadres include the administrative village leader, an elected official, the administrative village accountant, and the natural village leaders, one in each natural village. This group forms the village committee, the leading body of the administrative village. The village cadres are not paid by the state, but usually receive an allowance from taxes collected in the village. Few village cadres are women except for the representatives of the Women's Federation, who are present in every village and are responsible for mobilizing women, protecting children and promoting family-planning policies.

Land-Based Activities

3. **Technical support services.** Technical support for agriculture is provided at the regional level through the Regional Agricultural and Animal Husbandry Office (comprising the Department of Agriculture, the Department of Cash Crops and the Department of Animal Husbandry) and the Forestry Administration. The Department of Water Conservancy, the Rural Enterprise Bureau and the Meteorological Bureau are also providing assistance to the farming community. At the county level, agriculture, cash crops and animal husbandry take on separate identities. The regional universities and the Academy of Agricultural Science provide training opportunities for regional, prefecture and county officials. They also undertake adaptive research and field experimentation, some of which is contracted out to lower-level organizations. For all projects, planning, design and implementation are monitored by the environmental protection bureaux at different administrative levels and follow the agricultural, forestry, land and water resources laws, and the natural reserves regulation stipulations, including the new regulations concerning the cutting and removal of trees.



4. **Extension systems.** The Agricultural Bureau, the only organization concerned with crop development support at the county level, is mainly responsible for implementing policies relayed from upper levels related to agricultural and rural development. Four formerly separate units (for agro-technical extension, crop protection, soil and fertilizer, and cash crops) have recently been merged to form an integrated Agro-Technical Extension Centre (ATEC), without changing their functions in many participating counties, especially in Ningxia. The seed company, agricultural schools and seed farms have remained outside this system and continue to function as previously. A rural management and administration station is established under the Agricultural Bureau to manage rural properties and monitor the progress of rural development. Also, the Agricultural and Animal Husbandry Bureaux were merged to form an Agricultural and Animal Husbandry Bureau in some counties. An integrated agricultural technical extension station is established in each township; the technicians at the township level carry out specific experiments and demonstrations and conduct technical extension in cooperation with upper-level organizations for crops and rural development. Large-scale demonstrations are the main tool of technical extension in most counties. Demonstrations, however, tend to be concentrated in towns, along highways and in central villages. Frequent dialogue with farmers still occurs in many villages and in township markets where farmers go to the local ATEC for input supplies and advice. In most of the participating townships of the Ningxia programme area there is a 'crops hospital', which provides technical consultation and supplies agricultural production materials such as fertilizers and chemicals.

5. **Water engineering.** The water conservancy bureaux (WCBs) at the province, prefecture and county level are responsible for planning, design, construction, management and operation of major irrigation schemes, including on-farm development works and drinking-water supply. The county WCBs have good experience in management and operation of existing schemes, but less experience in the design of small schemes to be implemented simultaneously over a short time period. Regional and prefecture WCBs have trained staff available to make up the requirement. Engineering fees have been specified for all engineering work at a rate of about 7% of total material cost, excluding food rations. These fees will cover all WCB costs related to studies, site supervision, beneficiary training for scheme installation, running and management. They will also enable the PMOs at county and regional level to recruit outside engineering consultants to validate WCB technical proposals, detailed designs and estimated construction costs, in particular for the larger schemes.

6. **Irrigation and dryland development,** a priority expressed during the PRA, provides an excellent way for farm households to increase their food production. Opportunities for irrigation are limited by the availability of suitable land and water. Because of the late onset and general unreliability of the rainy season, successful irrigation must be based on using water carried over from the previous year's rainy season. Many older schemes are not functioning well because of faulty design and/or construction, making maintenance almost impossible. The main system failure is massive seepage, which reduces efficiency of water use to a very low percentage. A priority, therefore, is to upgrade old systems through the provision of hard canal lining. The water saved will enable most systems to be expanded well beyond the current command area. Another priority is to construct incremental storage devices, in particular individual 50-m³ tanks to capture rain. Although expensive, these tanks provide water in adequate quantities through the early part of the crop growing cycle. This has dramatic effects on yields and may also create an opportunity for additional fodder crops. Other interventions concern about 30 small pumping stations and the occasional construction of check dams and drainage ditches. In addition, dryland development will include land levelling of 22 500 mu, about 44 000 mu of terracing and smaller quantities of site-specific soil conservation works.

7. During and/or following construction of communal schemes, VIGs will organize farmers in water users' groups, consisting of all beneficiary farmers. If any scheme touches territories in more



than one administrative village, the township WCB-station will offer its usual management support to the overall scheme committee. The group(s) will be trained in all aspects of irrigation water management on and off the field, including control of water to individual fields or sections, and operation and maintenance (O&M) procedures, for example for simple construction and repair of canals, pumps, reservoirs and other structures. In villages with drinking-water development, training will include both topics. Water-management charges will be levied to cover operational and maintenance costs, excluding voluntary labour.

8. **Livestock.** Livestock is the second most important activity in all areas. Main species are goats (cashmere and other), sheep and cattle. Horses and donkeys occur in substantial numbers in Ningxia. The management systems are based on the seasonal exploitation of vast rangeland resources and of agricultural crop residues. Rangeland is badly degraded by overgrazing, leading to impoverished flora. Rodents present an additional menace in many rangeland areas of Ningxia. Programme elements include the rehabilitation through community-managed grazing of vast tracts of rangelands that previously would have been re-seeded, and the introduction of artificial grassland and annual or perennial fodder crops on farmland previously used for marginal cereal production. Support will also be provided to upgrade the livestock services. The artificial insemination units will be strengthened to enable the gradual introduction of proven new blood lines. In all the above, training will be offered to beneficiaries through an upgraded extension service. Relevant livestock staff at county and township will also receive training.

9. **Economic crops.** Although presently low, the contribution of 'economic' or perennial cash crops to the household income of farmers in the programme area is potentially quite high. The market prospects for fruits, berries, spices and herbs are good. This component is closely related to the developments envisaged on annual crop land, which would enable farmers to restore their most unproductive land to a more rational use with pluri-annual and perennial crops. More than 90 000 mu of privately owned plots will be established making use of programme-supported training and, usually, credit. The PRA exercises conducted to date have shown that items most wanted by beneficiaries are generally in line with climatic conditions in the counties.

10. **Environmental tree planting.** The programme will implement elements of village or community forestry. Using large-scale demonstrations, it will encourage individual households to plant trees and shrubs as part of their farming systems. It will also promote the establishment of various types of plantations on common or public land. The result will be to increase available resources on the farm, to enrich the landscape, and to restore and improve ecological balance. Because of the need to generate seedlings in large quantities and quickly, the technical bureaux will establish nurseries. However, these will be privatized as quickly as possible to act as village nurseries; and if this cannot be achieved, they will be closed before the programme closing date. To ensure that farmers are fully conversant with the new management techniques (e.g. the new planting materials, proper planting methods and subsequent pruning and fertilization) the programme will provide training to county and township staff and to farmers. Planting will be arranged by village through the VIG. The trees will then normally be assigned to individual households in accordance with their proportional contributions to the establishment, but communal management will be acceptable if the village decides to do so.

Financial Services

11. The **RCCs**, compared with other credit institutions, have the most extensive network at the grass-roots level. Their main sources of funds are savings and deposits by rural households and township enterprises, and loans from the PBC and other RCCs, with the RCCUs acting as clearing houses. Yet, the RCCs' liquidity is low. In the programme counties, most townships have an RCC. In Shanxi, however, where townships are small, many RCCs serve several townships. Although no formal village outlets or agents work on a commission basis at the village level, grass-roots services of the RCCs are maintained with the assistance of village leaders. An RCCU in each county provides



management, coordination and clearing services to its member RCCs. In Ningxia, RCCUs with management and supervision responsibility also exist at regional level. In Shanxi, RCCUs have been set up at prefecture level, but they appear to have only supervision responsibilities. PBC support and supervision is focused on all RCCUs, irrespective of level.

12. **Eligible borrowers** will be first-time borrowers, i.e. borrowers who have not received loans from the RCCs in the three preceding years. A growing number of clients will be among the economically active poor, including women, but who presently have little or no access to formal financial resources. Functional literacy and skills training will be associated to facilitate access to credit. The type of credit available under the programme will be short, medium and long term, up to five years for individuals. Groups may obtain larger loans if conditions so warrant. As all loans are likely to remain within the published ceilings in the system, no physical collateral will be required. The borrowers' contribution will generally be in kind and consist of their labour and skills. The loan size will depend upon the financing needs of the income-generating project. The RCCs will be requested to consider flexible (i.e. more frequent) loan-recovery schedules that suit borrowers. The interest charged will be in line with that practised by the RCCs and may exceed the usual interest rate to cover extra costs and the establishment of a risk fund.

Social Development

13. **Primary education.** The programme will support primary school facilities by repairing, renovating or building about 550 schools of various sizes. Most of these will form 'incomplete' school and teaching posts in remote natural villages to enable children to attend primary grades 1 through 3 in their village of residence. Teachers will acquire skills in multi-grade teaching, which will be the norm in the outposts. To reduce non-enrolment and drop-outs, particularly among girls, the programme will provide funding of school costs for between 200 and 1 000 pupils annually in each county. The Women's Federation, which has acquired extensive experience with programmes for school drop-outs, will manage these funds in close collaboration with the village committees. Subsidies will be consigned to the school, not the parents.

14. **Health.** The Programme will improve the quality of health services, especially at the village level, and facilitate accessibility for poor households by: (a) providing additional training to village doctors and village nurse-midwives in aspects particularly relevant for villages, and supplying them with a basic technical kit; (b) training a knowledgeable women in every village to act as a focal point for women's health; (c) supporting training for township doctors to improve their capabilities especially in gynaecological, obstetric and paediatric disease diagnosis and dispatching, and in administering vaccination and epidemic-control programmes; (d) providing resources to each health facility to run substantial campaigns on health, sanitation and nutrition awareness in the villages; and (e) providing village clinics and township hospitals with relevant additional equipment. In addition, the programme will provide incentives to pregnant women in the form of transportation costs and food to attend prenatal check-ups in nearby township maternity facilities.

15. **Women's development and income-generation.** Two distinct training programmes will be offered, each at two levels: basic and refresher. The first programme concerns functional literacy skills. This training will take place in a social context and will be based on the practical aspects of the day-to-day social and economic life of the target population in order to impart functional literacy skills, including information on legal and administrative matters. The basic cycle will consist of 50-70 training days. The refresher course will cover a further 20 to 30 training days about one year later. The education bureaux will identify experienced primary school teachers in the villages, who will undergo specific training, including refresher courses, where they will be able to exchange their experiences as teachers of adults. The second programme will deal with technical and managerial skills, covering the needs of candidates for income-generating activities. This programme will be aimed at (semi-) literate people, and will simultaneously sharpen literacy and math skills. The



duration of training is expected to vary considerably with the required skill, so budget provisions represent averages only. All training will be supported by food-for-training (FFT) rations for beneficiaries and cash incentives for trainers; other financial resources will be allocated to the production and distribution of training materials. The Women's Federation will be entrusted with implementation.

16. **Women's Federation.** Created in 1949, the Women's Federation is the primary organization mandated to assist women in China. A Federation representative sits on every village committee, as well as on those at all higher administrative levels. The Women's Federation has coordinated many practical courses for rural women, including agricultural technology. It will be strengthened with equipment and with training facilities constructed in the townships. Incremental operations costs, including running costs for the vehicles allocated to the Federation, will be covered through specific annual allocations to its relevant budgets. It will also manage a special 'micro-initiatives' fund, which will build upon the experience of Women's Federations in the programme counties with income-generating activities for women, based on closely monitored small loans and training support.

17. **Drinking water** is in short supply throughout the programme area. Women usually have to walk long distances to find water, and then it is frequently unsuitable for human consumption. The programme will support about 61 000 households with individual drinking-water tanks to capture run-off during the rainy season; it will also finance village supply systems and community tank schemes. These will provide water to common faucets and plastic standpipes in the community. Beneficiaries will receive training in water management. Committees will be established with full representation of women, and water charges will be levied appropriate to the needs of each common scheme. Before construction, full detailed planning is required for each site, and the contribution by the community, through the provision of labour and/or materials, will have to be agreed. The programme will assist WCBs to establish suitable quality-monitoring programmes, particularly for tank water. In this regard, education of the beneficiaries in organoleptic testing will be important. Estimated costs include 'engineering fees' to defray WCB costs in respect of site investigations, engineering studies, on-site supervision and beneficiary training.

Management

18. **Project/programme management offices (PMOs)**, staffed by personnel from existing units and operating from existing premises, have already been established at all levels. Staffing will be kept to the minimum compatible with efficient discharge of the PMO tasks, which are: (a) facilitating the work of the implementing technical agencies by providing them with the necessary funding for training, equipment and operating costs on a timely basis; and (b) monitoring programme implementation and reporting. PMOs will recruit not more than one senior staff member from each implementation bureau. To ensure that the additional workload created by programme implementation will be handled efficiently, the programme will provide funds for start-up and management workshops, and for monitoring and evaluation (M&E) and PRA methodology, implementation and analysis training for regional and county-level PMOs. Computer and credit-management training will also be offered to key staff. Mobility and office operations will be facilitated through the provision of vehicles, office equipment and coverage of the associated running costs. Additional funds are allocated in the budget of the regional PMO to finance tracer investigations, especially in relation to M&E, and to search for innovative opportunities for management or beneficiary activities. The efficient operation of county and township PMOs is essential for the overall performance of the programme. Ongoing training workshops on a variety of technical and administrative topics will be held throughout the life of the programme. Training will also be provided for villagers and trainers for VIGs. Study tours to other IFAD/WFP projects or to relevant local sites will be arranged both for PMO staff and beneficiaries of VIGs.



LOGICAL FRAMEWORK

Narrative Summary	Performance Indicators	Means of Verification	Important Assumption
PROGRAMME GOAL			Goal to Supergoal
1 Ecologically sustainable and equitable poverty reduction achieved in the hill zones of Ningxia and Shanxi	1 Population below official poverty lines reduced by 75% by 2010	1 Leading Group on Poverty periodical reports	1 Other ongoing programmes continued
PROGRAMME PURPOSE			Purpose to Goal
1 Achieve total factor productivity and income growth and increase impact of social services	1.1 Per capita grain availability increased by 32 kg before 2010 1.2 Per capita income increased by CNY 300, expressed in 2001 values 1.3 Marginal cropland converted into perennial crops and/or grassland 1.4 Incidence of preventable disease reduced 1.5 Numbers of school drop-outs reduced by 50%, mostly girls 1.6 Enterprise start-ups, in particular by women	1.1 Ministry of Agriculture (MOA) reports and evaluation surveys 1.2 Poverty PLG reports and evaluation surveys 1.3 MOA reports and evaluation surveys 1.4 Ministry of Health reports 1.5 Education Bureau reports 1.6 RCCU reports	1.1.1 Prices and demand remain elastic 1.1.2 No major droughts 1.2 No major retrenchment in the economy of 'urban' China 1.3 Crop support and irrigation substantially increase crop output 1.4 Costs of social services change in line with income levels
PROGRAMME OUTPUTS			Outputs to Purpose
1.1 Responsive farmer extension services provided; farmers training programme designed and implemented	1.1.1 1 790 mu of crop experiments 7 140 mu rangeland experiments 1.1.2 97 000 on-farm crop and fodder demonstrations, notably on poor household land 1.1.3 1.3 million farmer training days held for all crops and livestock 1.1.4 21 ATECs built and equipped; system methodologies improved	1.1.1 MOA periodic reports 1.2.1 MOA periodic reports 1.3.1 MOA periodic reports 1.4.1 MOA periodic reports	1.1.2 New technology accepted by farmers
1.2 Input supply strengthened	1.2 Support for microenterprises producing virus-free seed potatoes	1.2 MOA periodic reports	
2 Land and land use improved	2.1 208 000 mu of irrigation schemes upgraded or built 2.2 74 000 mu of land improved by various soil-management techniques 2.3 170 000 mu planted with economic crops 2.4 34 000 mu of agro forestry and crop-land conversion demonstrations 2.5 65 000 mu ecological protection planted 2.6 210 000 mu of natural grassland rehabilitated 2.7 61 000 mu of farmyard fodder production 2.8 0.3 million mu of degraded forest regenerated through closure	2.1 WCB periodic reports 2.2 MOA periodic reports 2.3 MOA and Forestry Department (ForD) periodic reports 2.4 ForD periodic reports 2.5 ForD periodic reports 2.6 MOA periodic reports 2.7 MOA periodic reports 2.8 ForD periodic reports	
3 Poverty and gender sensitive rural financial services provided by RCCs	3.1 Short-term loans given to resource-poor households for seasonal agriculture trebled 3.2 Medium-term loans given to resource-poor households for investment in income-generating activities quadrupled 3.3 All RCC staff trained	3.1 RCCU periodic reports 3.2 RCCU periodic reports 3.3 RCCU periodic reports	3 Achieved operational spreads on IFAD resources attractive for RCCs



INTERNATIONAL FUND FOR AGRICULTURAL DEVELOPMENT

APPENDIX IV

Activities	Inputs, including Food Rations	Means of Verification	Important Assumptions
4.1 Social service facilities upgraded	4.1.1 547 village schools constructed/upgraded 4.1.2 3 400 primary teachers' skills upgraded 4.1.3 86 000 pupil-years of 'drop-outs' presence in primary schools 4.1.4 3 700 staff-time training for village doctors 4.1.5 900 staff-time training for village midwives 4.1.6 1 100 staff-time training for women health focal points	4.1.1 Education Bureau reports 4.1.2 Education Bureau reports 4.1.3 Education Bureau reports 4.1.4 Ministry of Health (MoH) reports 4.1.5 MoH reports	
4.2 Skills imparted for income-generating activities	4.2.1 31 000 illiterates trained 4.2.2 45 000 semi-literates given skills for income-generating activities	4.2.1 Education Bureau reports 4.2.2 Women's Federation periodic reports	4.2.2 Skill trainers found
5 Domestic water supplies constructed or rehabilitated	5.1 60 000+ beneficiary households served by new domestic water supplies	5 WCB periodic reports	
6 Participatory and gender sensitive village development plans (VDPs) established and operational	6.1 overall VDPs drafted in each administrative village 6.2 VDPs effectively taken forward to establish higher-level plan in annual programmes 6.3 women representation not less than two out of every five in all committees and PMOs	6.1 Environmentally Sensitive Poverty Alleviation Programme in Ningxia and Shanxi (ESPAP) periodic reports 6.2 ESPAP periodic reports 6.3 ESPAP periodic reports	6.1 PRA efforts continued 6.2 Women's Federation staff in responsible posts in PMOs and VIGs
Activities	Inputs, including Food Rations	Means of Verification	Important Assumptions
1.1 Construct/rehabilitate agricultural extension stations and animal husbandry stations; provide equipment and support	1.1 Building materials, equipment and labour (USD 1.0 million)	1.1 Programme M&E system	1.1 Counterpart funds available on time
1.2 Train staff for crops and livestock	1.2 Training and training materials (USD 0.9 million)	1.2 Programme M&E system	
1.3 Train farmers for crops and livestock	1.3 Food-for-training (FFT) and materials (USD 0.4 million)	1.3 Programme M&E system Beneficiary surveys	1.3 Appropriate training targeted on the resource-poor
1.4 Conduct experiments and on-farm demonstrations	1.4.1 Material inputs (USD 5.8 million) 1.4.2 Voluntary labour (USD 3.5 Million)	1.4 Programme M&E system Beneficiary surveys	1.4 Experiments generate new technology in later years
2.1 Construct, rehabilitate irrigation canals, construct individual irrigation tanks	2.1 Materials, skilled, unskilled labour, design and engineering supervision, training, Food-for-work (FFW) (USD 5.0 million)	2.1 Programme M&E system	2.1.1 Counterpart funds and food rations available on time 2.1.1 Water users' committees established and trained
2.2 Construct terraces and level soil	2.2 Materials, skilled, unskilled labour, supervision, training FFW (USD 5.0 million)	2.2 Programme M&E system	2.2 Counterpart funds and food rations available on time
2.3 Promote economic crops	2.3 Village mobilization (p.m.)	2.3 Programme M&E system	
2.4 Promote land conversion	2.4 Village mobilization and demonstrations (USD 3.9 million)	2.4 Programme M&E system	
2.5 Plant ecological protection	2.5 Materials, equipment, labour, FFW, FFT (USD 3.4 million)	2.5 Programme M&E system	
2.6 Improve rangeland	2.6 Materials, equipment, labour, FFW, FFT (USD 2.0 million)	2.6 Programme M&E system	
2.7 Promote fodder production	2.7 Materials, equipment, labour, FFW, FFT (USD 2.7 million)	2.7 Programme M&E system	
2.8 Close degraded forest	2.8 Forest guards (USD 0.7 million)	2.8 Programme M&E system	2.8 Successful beneficiary training
3.1 Establish revolving fund within RCC-system	3.1 Revolving fund credit line (USD 5.1 million)	3.1 Programme M&E system	
3.2 Assess, disburse, recover loans	3.2 Work with beneficiaries (p.m)	3.2 Programme M&E system	
3.3 Purchase equipment	3.3 Equipment (USD 0.6 million)	3.3 Programme M&E system	
3.4 Train staff and beneficiaries	3.4 Materials and other costs (USD 0.4 million)	3.4 Programme M&E system	
3.5 Obtain beneficiary contribution	3.5 Voluntary labour (p.m)	3.5 Programme M&E system	



INTERNATIONAL FUND FOR AGRICULTURAL DEVELOPMENT

APPENDIX IV

Activities	Inputs, including Food Rations	Means of Verification	Important Assumptions
4.1 Upgrade health facilities	4.1 Building materials, equipment and labour (USD 2.6 million)	4.1 Programme M&E system	4.1 Counterpart funds available
4.2 Train health workers at village and township levels	4.2 Training and training materials (USD 1.7 million)	4.2 Programme M&E system	
4.3 Run village health campaign	4.3 FFT and materials (USD 1.3 million)	4.3 Programme M&E system	
4.4 Run perinatal campaign	4.4 Travel costs and FFT (USD 1.3 million)	4.4 Programme M&E system	
4.5 Build/rehabilitate primary school	4.5 Building materials, equipment and labour (USD 1.7 million)	4.5 Programme M&E system	
4.6 Support drop-outs	4.6 Subsidies (USD 1.3 million)	4.6 Programme M&E system	
4.7 Train teachers	4.7 Training and training materials, FFT (USD 0.8 million)	4.7 Programme M&E system	
4.8 Equip Women's Federation (WF) and build township training centres	4.8 Building materials, equipment and labour (USD 0.8 million)	4.8 Programme M&E system	
4.9 Train literacy trainers	4.9 Training and training materials (USD 0.2 million)	4.9 Programme M&E system	
4.10 Run literacy training	4.10 Training and training materials (USD 1.1 million)	4.10 Programme M&E system	
4.11 Run skills training	4.11 Training and training materials (USD 2.1 million)	4.11 Programme M&E system	4.11 Recurrent funding of Women's Federation assured
4.12 Fund micro-initiatives	4.12 FFT and fund (USD 1.7 million)	4.12 Programme M&E system	4.12 Recurrent funding of Women's Federation assured
5.1 Build village and private domestic water supplies	5.1 Building materials, equipment and labour (USD 2.1 million)	5.1 Programme M&E system	
6.1 Train Programme management staff	6.1 Training and training materials (USD 2.8 million)	6.1 Programme M&E system	6.1 Counterpart funds available on time
6.2 Purchase equipment	6.2 Materials inputs (USD 1.7 million)	6.2 Programme M&E system	6.2 Counterpart funds available on time
6.3 Transport and handle WFP food	6.3 Handling charges (USD 2.8 million)	6.3 Programme M&E system	6.3 Counterpart funds available on time

Note: Costs listed above do not include recurrent charges for PMOs or Women's Federation.

COSTS AND FINANCING

Expenditure Accounts by Financiers (USD '000)

	IFAD		WFP		Government (Food)		Government (Net)		Taxes		Beneficiaries		Total		For.	Local	Duties and
	Amount	%	Amount	%	Amount	%	Amount	%	Amount	%	Amount	%	Amount	%	Exch.	(Excl. Taxes)	Taxes
Buildings	-	-	-	-	-	-	2 458	95.0	129	5.0	-	-	2 588	2.9	259	2 200	129
Other construction	-	-	-	-	-	-	14 150	95.0	745	5.0	-	-	14 895	16.5	1 489	12 661	745
Engineering fees	-	-	-	-	-	-	1 430	100.0	-	-	-	-	1 430	1.6	-	1 430	-
Studies/investigations	2 520	100.0	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	2 520	2.8	-	2 520	-
Vehicles	2 506	95.0	-	-	-	-	-	-	132	5.0	-	-	2 638	2.9	135	2 371	132
Medical supplies	510	23.2	-	-	-	-	1 578	71.8	110	5.0	-	-	2 198	2.4	220	1 868	110
Technical supplies	1 697	95.0	-	-	-	-	-	-	89	5.0	-	-	1 786	2.0	181	1 516	89
Demonstration inputs	3 413	47.5	-	-	-	-	-	-	359	5.0	3 413	47.5	7 186	8.0	-	6 827	359
Other farm inputs	-	-	-	-	-	-	5 812	95.0	306	5.0	-	-	6 117	6.8	-	5 812	306
Training materials	1 641	99.8	-	-	-	-	-	-	4	0.2	-	-	1 645	1.8	-	1 641	4
Staff training	3 253	60.3	-	-	-	-	2 135	39.6	3	0.0	-	-	5 390	6.0	-	5 387	3
Beneficiary training	4 703	96.7	-	-	-	-	-	-	162	3.3	-	-	4 866	5.4	-	4 703	162
Beneficiary training (FFT)	-	-	1 343	53.8	1 152	46.2	-	-	-0	-0.0	-	-	2 494	2.8	-	2 494	-
VIG training	716	100.0	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	716	0.8	-	716	-
School drop-outs	1 350	100.0	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	1 350	1.5	-	1 350	-
Unskilled labour (cash)	-	-	-	-	-	-	450	100.0	-	-	-	-	450	0.5	-	450	-
Unskilled labour (FFW)	-	-	5 937	64.5	3 268	35.5	-	-	-0	-0.0	-	-	9 206	10.2	-	9 206	-
Skilled labour	-	-	-	-	-	-	1 783	100.0	-	-	-	-	1 783	2.0	-	1 783	-
Family labour	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	3 706	100.0	3 706	4.1	-	3 706	-
RCC rev. fund	5 085	100.0	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	5 085	5.6	-	5 085	-
RCC credit training	426	95.0	-	-	-	-	-	-	22	5.0	-	-	449	0.5	-	426	22
Building WF	582	95.0	-	-	-	-	-	-	31	5.0	-	-	612	0.7	61	520	31
WF operation cost	565	95.0	-	-	-	-	-	-	30	5.0	-	-	595	0.7	-	565	30
Food Handling	-	-	-	-	-	-	2 805	100.0	-	-	-	-	2 805	3.1	-	2 805	-
Incremental O&M	-	-	-	-	-	-	7 795	100.0	-	-	-	-	7 795	8.6	-	7 795	-
Total Programme Cost	28 966	32.1	7 280	8.1	4 420	4.9	40 396	44.7	2 122	2.3	7 119	7.9	90 303	100.0	2 346	85 836	2 122



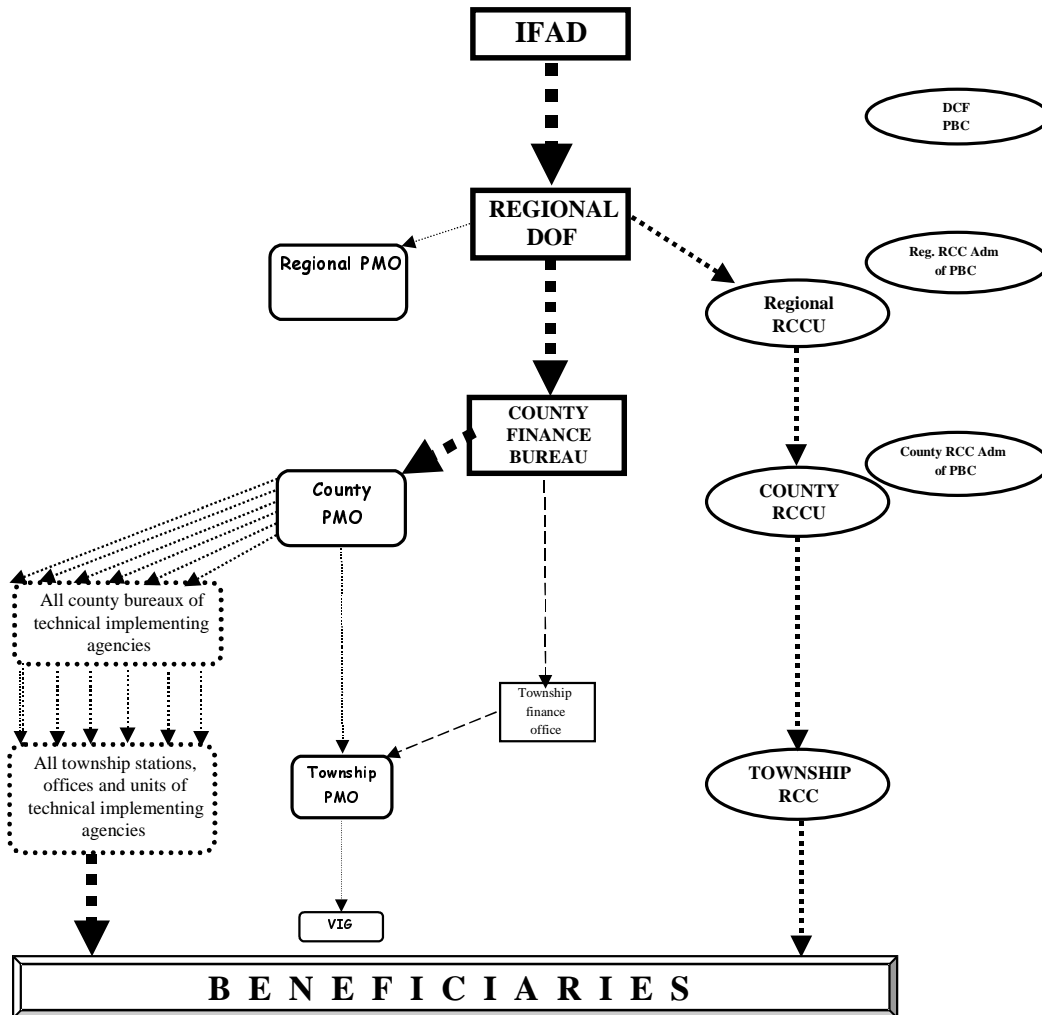
**Expenditure Accounts by Components
(USD '000)**

	Land-based activities						Social development				Management		Total
	Crop		Dryland	Rangeland	Environmental	Financial	Health	Education	Income	Domestic	Provincial	County	
	development	Irrigation	improvement	Livestock	tree planting	services			Generation	Water	PMOs	PMOs	
Investment Costs													
Buildings	260	-	-	-	-	-	562	1 690	-	-	-	76	2 588
Other construction	-	8 097	1 199	-	-	-	-	-	-	5 598	-	-	14 895
Engineering fees	-	818	-	-	-	-	-	-	-	612	-	-	1 430
Studies/investigations	-	-	-	1 542	415	-	-	-	-	-	563	-	2 520
Vehicles	123	-	-	438	-	367	-	-	432	-	338	939	2 638
Technical supplies	99	-	-	66	-	186	420	469	65	-	166	316	1 786
Medical supplies	-	-	-	-	-	-	2 198	-	-	-	-	-	2 198
Demonstration inputs	4 903	-	-	634	1 649	-	-	-	-	-	-	-	7 186
Other farm inputs	460	-	-	1 726	3 931	-	-	-	-	-	-	-	6 117
Training materials	370	-	-	-	-	76	804	362	-	-	-	33	1 645
Staff training	692	-	-	243	45	-	1 918	889	54	-	367	1 182	5 390
Beneficiary training	-	-	-	104	350	-	861	305	3 246	-	-	-	4 866
Beneficiary training(FFT)	453	-	-	164	178	-	461	819	419	-	-	-	2 494
VIG training	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	716	716
School drop-outs	-	-	-	-	-	-	-	1 350	-	-	-	-	1 350
Unskilled labour (cash)	-	-	-	335	115	-	-	-	-	-	-	-	450
Unskilled labour (FFW)	-	2 415	3 753	213	1 033	-	-	29	-	1 763	-	-	9 206
Skilled labour	-	485	-	-	172	-	-	94	-	1 032	-	-	1 783
Family labour	3 100	-	-	96	509	-	-	-	-	-	-	-	3 706
RCC revolving fund	-	-	-	-	-	5 085	-	-	-	-	-	-	5 085
RCC credit training	-	-	-	-	-	449	-	-	-	-	-	-	449
Building WF	-	-	-	-	-	-	-	-	612	-	-	-	612
WF operation cost	-	-	-	-	-	-	-	-	595	-	-	-	595
Food handling	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	1 455	1 350	2 805
Total Investment Costs	10 461	11 816	4 952	5 560	8 399	6 163	7 223	6 006	5 423	9 005	2 889	4 612	82 508
Recurrent Costs	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Incremental O&M	526	-	-	1 432	-	-	-	-	-	-	1 689	4 148	7 795
Total Recurrent Costs	526	-	-	1 432	-	-	-	-	-	-	1 689	4 148	7 795
Total Programme Costs	10 987	11 816	4 952	6 993	8 399	6 163	7 223	6 006	5 423	9 005	4 578	8 759	90 303
	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Taxes	292	405	60	143	279	54	159	108	250	280	25	67	2 122
Foreign Exchange	36	810	120	7	-	19	318	216	68	560	154	39	2 346



ORGANIZATION AND MANAGEMENT

FLOW OF FUNDS DIAGRAM
(Ningxia)



Impl. Implementing agencies/structures

PMOs Coordination and monitoring bodies

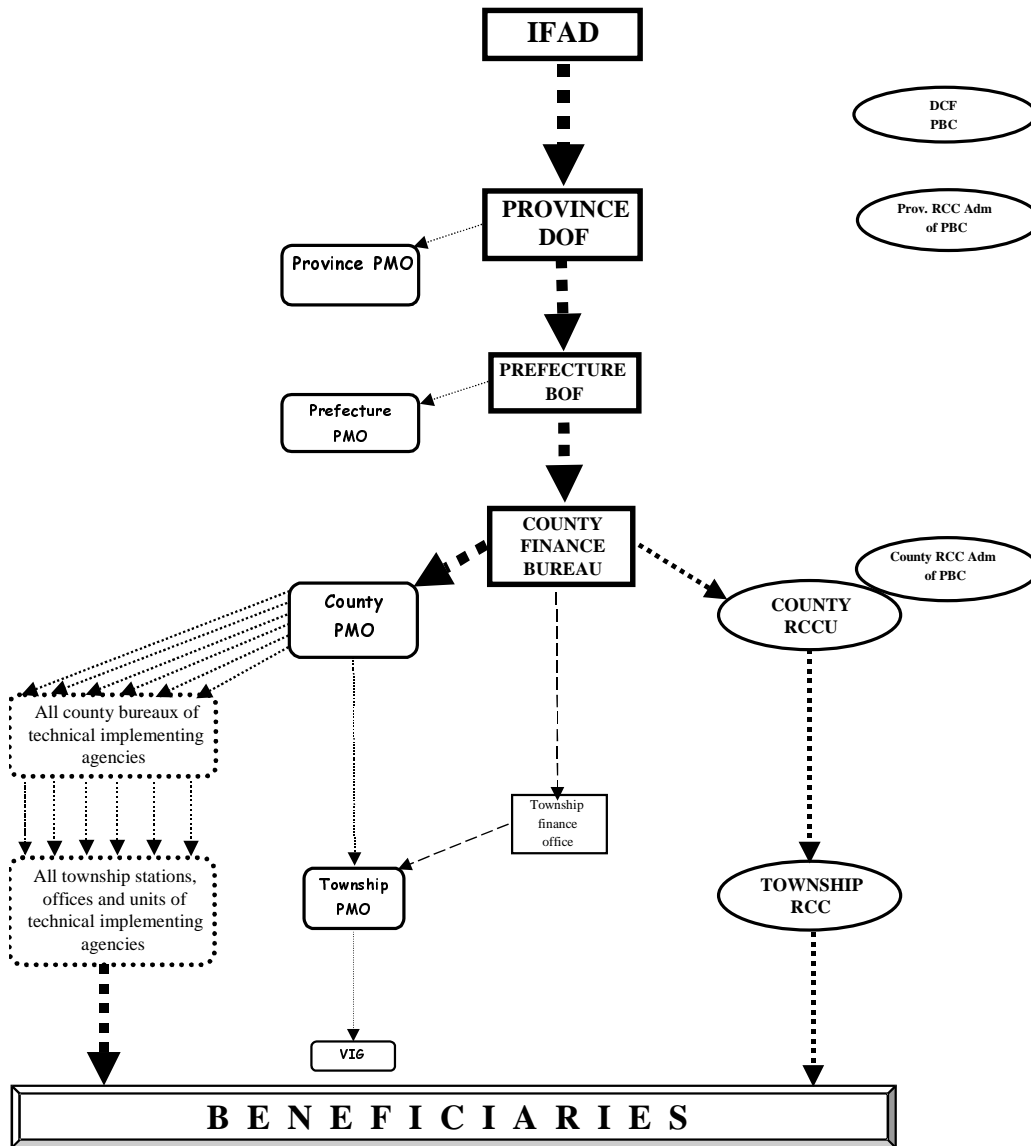
MOF Ministry of Finance structures

RCC Structures of RCC and supervisory system



APPENDIX VI

FLOW OF FUNDS DIAGRAM
(Shanxi)



FINANCIAL AND ECONOMIC ANALYSIS

1. **The financial analysis** is based on a series of crop models that are combined into food-crop and livestock models. The data of these models have been combined to construct a 'whole farm' development model. The assumptions are that the household will (a) modernize its annual crops in line with the average model and (b) agree to intensive management of a small fattening operation. Table 1 shows that the change in the economic performance of farming will be substantial at full deployment of activities. Net income will increase by about 133% from USD 223 to USD 521 in Ningxia and by about 215% from USD 165 to USD 520 in Shanxi a result of 125 and 105% increases in farm-labour productivity respectively.

**Table 1. Key Indicators on Whole Farm Development
(CNY)**

NINGXIA	Without Programme			With Programme			Difference (%)
	Annual Crops	Live-stock	Whole Farm	Annual Crops	Live-stock	Whole Farm	
Gross output	2 797	-	2 797	5 256	3 256	8 512	204
Purchased inputs	953	-	953	1 882	2 325	4 207	314
Income before labour	1 844	-	1 844	3 374	931	4 305	133
Return per day	7.0	-	7.0	11.1	26.6	15.8	115
SHANXI							
Gross output	1 894	-	1 894	3 397	3 690	7 087	274
Purchased inputs	532	-	532	1 339	1 458	2 797	426
Income before labour	1 362	-	1 362	2 058	2 232	4 290	215
Return per day	6.9	-	6.9	9.3	12.4	14.2	106

2. The economic analysis at the overall level has been undertaken on the basis of an implementation schedule for activities over a six-year period. Household labour has been costed at a uniform CNY 8 per day which is about equal to the minimum wage rate available with government public work programmes but also to what farmers appear to be paying among themselves for various kinds of menial work if food is taken into account. An extension of Costab beyond the programme term of six years shows that the annual recurrent costs will be about CNY 19.2 million. This includes a provision for the replacement of equipment such as computers and vehicles in accordance with estimated useful lives. The ERR in the baseline configuration works out to 19.2% per annum. Sensitivity test results are given in Table 2 which demonstrates the robustness to exogenous variations in cost and/or benefit streams and still yields an ERR of 10.0% in the case of a 10% shortfall in benefits and 10% increase in costs at the same time.

Table 2. Sensitivity of the EIRR

Costs	Benefits		
	Baseline	- 10%	- 20%
Baseline	19.2	14.5	8.9
+ 10%	14.9	10.0	3.8
+ 20%	10.9	5.5	- 1.9